

imprecor

correspondance de presse internationale



bimensuel, n°31, 17 juillet 1975

3fb, 3ff, 3fs

ARGENTINE:
Peron face à la
montée ouvrière



INDE:
contre la
répression!



INPRECOR

correspondance de presse internationale

n°31 = 17 juillet 1975

● sommaire

ARGENTINE

Nouvelle percée ouvrière
-Livio Maitan

3

INDE

Terminez l'état d'urgence! Libérez tous les prisonniers politiques!
- Déclaration du Secrétariat Unifié de la Quatrième International
Notes sur l'arrière-fond des mesures autoritaire d'Indira Gandhi

8
9

NOS DATES DE PUBLICATION POUR L'ETE

Nous publierons encore un numéro avant les vacances d'été (daté 31 juillet). INPRECOR ne paraîtra pas au mois d'août. Le prochain numéro sera daté 11 septembre.

GRANDE-BRETAGNE

Le gouvernement Wilson s'attaque aux salaires -Brian Heron

12

Le prochain numéro (31 juillet) sera consacré à la révolution indochinoise et ses implications au niveau régional et international.

ANGOLA

Dans le tourbillon de la révolution permanente -C. Gabriel

19

PCs/PSs

Quelques conséquences de la montée révolutionnaire des masses sur les Partis communistes et les Partis socialistes d'Europe occidentale
--Pierre Frank

29

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique

Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 70; FS 45; FB 600 ; \$ can 14
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$ 24 par an. Pour les autres pays s'adresser à la rédaction

Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : S.I.E., 10 Impasse Guéménée, 75004 PARIS

nouvelle percée ouvrière en argentine



La grève générale en Argentine, qui s'est terminée dès le 8 juillet, constitue le point culminant d'une crise qui a des racines lointaines et diverses dimensions. Elle pourrait devenir le point de départ d'une nouvelle crise dont les développements peuvent être difficilement prévus pour le moment.

Par le fait même qu'elle est dirigée contre une décision importante du gouvernement d'Isabelle Peron, cette grève générale révèle que l'opération de restabilisation politique, sociale et économique que la bourgeoisie argentine avait entreprise avec le retour du peronisme au pouvoir en mai 1973 a largement échoué. Aucun artifice de propagande ne peut plus voiler ce fait fondamental.

Sur le plan économique, la bourgeoisie argentine avait espéré que la hausse des cours des matières premières, qui s'est réalisée pendant toute une période, jouerait en sa faveur.

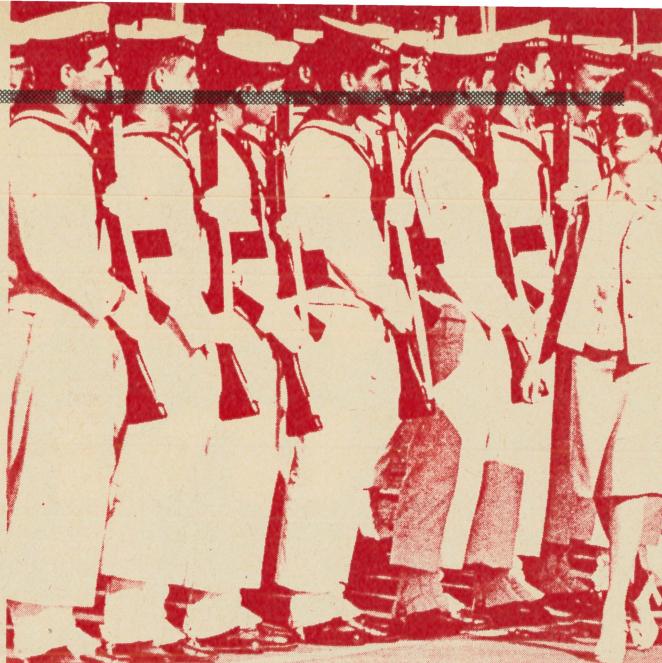
Elle avait de même espéré profiter de la tendance du capital européen et japonais à étendre ses investissements. Elle misait sur une relative "paix sociale" qu'aurait pu garantir le prestige du vieux leader charismatique, joint à de modestes augmentations de salaires pour compenser les pertes de pouvoir d'achat. Elle comptait en outre sur certaines marges de manœuvre offertes par l'URSS et d'autres Etats ouvriers, dont Cuba. Le succès de ce projet aurait rendu à la bourgeoisie argentine, après des années de crise politique et sociale, une direction relativement stable et aurait permis un fonctionnement au moins partiel de la démocratie bourgeoise (ce que la rhétorique officielle avait baptisé "le processus d'institutionnalisation").

L'éclatement de la récession internationale a été un coup très grave pour l'économie argentine. Beaucoup de marges de manœuvre se sont rapidement rétrécies, sinon ont été com-

plètement éliminées. Le retournement de la conjoncture sur le marché de la viande en Europe a durement frappé les exportations des produits agricoles, alors que la hausse du prix de revient des produits industriels en a également réduit le caractère concurrentiel sur le marché mondial. D'après les sources officielles, la chute (ou dans le meilleur des cas : la stagnation) des exportations s'est accentuée pour les principaux produits au cours des trois premiers mois de l'année 1975. Il n'y a aucune indication qui permettrait d'envisager un changement de cette tendance au cours du deuxième trimestre. Simultanément, l'inflation s'est accentuée. Elle a pris des dimensions que le pays n'avait jamais connues dans le passé, pour reprendre une formule utilisée par les quotidiens argentins bourgeois les plus représentatifs.



Il est incontestable que la classe ouvrière et les travailleurs en général ont largement fait les frais de cette évolution économique défavorable pour le capitalisme argentin. Cela n'implique pas que le "pacte social" ait été aussi rigoureusement respecté que la bourgeoisie et la direction peroniste l'avaient souhaité. En diverses occasions, des luttes résolues de secteurs et catégories de la classe ouvrière ont réussi à arracher des avantages qui allaient au-delà des limites fixées par les accords au sommet. Ce qui est encore plus important, c'est que le mythe du vieux caudillo avait reçu des coups graves, déjà avant sa mort. Son retour au pouvoir s'était produit dans un contexte qui était très différent de celui qui avait marqué la période de son ascension au cours des années 40. Les



concessions aux masses, qui avaient été à la base de sa popularité à la fin de la deuxième guerre mondiale, ne pouvaient d'aucune manière être répétées. La rhétorique justiciale devint toujours plus insuffisante pour maintenir l'unité du péronisme et put encore moins lui garantir la continuité de ses liens traditionnels avec les masses. Le Premier Mai 1974, au cours de la manifestation traditionnelle, une première rupture directe et bruyante entre Peron et la gauche de son mouvement s'était déjà produite. Au cours des derniers mois, la grève de Villa Constitución (voir Inprecor n. 26), malgré sa fin qui ne fut certes pas un succès, avait de même signalé un affrontement ouvert entre le gouvernement d'Isabelle Peron et un secteur ouvrier important. On pourrait mentionner d'autres épisodes : nous nous limitons à deux d'entre eux, parmi les plus significatifs.

Au début de juin 1975, le remplacement du ministre de l'Economie Alfredo Gomez Morales par Celestino Rodrigo devait constituer un pas décisif pour imposer les mesures économiques considérées nécessaires en vue de redresser une situation de plus en plus déteriorée. Il s'agissait d'une nouvelle dévaluation du peso argentin, dans le but de favoriser les exportations : d'une augmentation considérable des tarifs des services publics, en vue de réduire le déficit dramatique du budget ; d'une limitation radicale des augmentations de salaires sous le prétexte de freiner l'inflation (dans les milieux officiels, il fut question de limiter les augmentations de salaires à 38-45 %, alors que le coût de la vie augmente au rythme de 150 % par an). Cela veut dire qu'il s'agissait de réduire de manière draconienne la consommation des masses, même au risque qu'un tournant déflationniste aussi brutal ne provoque une sérieuse récession.

A en juger par les commentaires des formations politiques et des organisations patronales jusqu'à la veille de la crise de fin juin, le gros des forces bourgeoises s'était trouvé



d'accord avec les mesures du nouveau ministre de l'Economie. Elles étaient de même appuyées par le capital international, évidemment préoccupé par la gravité de la situation en Argentine (Il faut se rappeler que, malgré l'apreté de la répression officielle et les actions criminelles des bandes "parallèles" des A. A. A. -massacres en chafne de militants et d'intellectuels de gauche et d'extrême-gauche-, "l'ordre" bourgeois n'était guère assuré, et les organisations clandestines, surtout l'E. R. P. et les Montoneros, n'avaient guère ralenti leur action). En signe d'appui aux tentatives de Celestino Rodrigo de redresser la situation du capitalisme argentin, huit sociétés multinationales du secteur automobile (capital allemand, français, italien et nord-américain) signèrent le 18 juin un accord s'engageant à ne pas rapatrier des profits pendant deux ans et à accepter, pendant cette même période, d'être payées en certificats de la Banque Centrale argentine et non en devises pour les diverses redevances et paiements d'assistance technique qui leur sont couramment dus. En échange de cette concession, les prix des voitures restèrent en dehors du système officiel de fixation des prix.

Mais le projet du nouveau ministre et du gouvernement se heurta rapidement à la résistance de ceux qui auraient dû en faire les frais. Dès les premiers jours après les décisions imposées par Rodrigo, toute une série de conventions collectives d'importantes catégories de travailleurs venaient à terme (des métallurgistes aux ouvriers du bâtiment, aux employés bancaires et aux agents des services publics). La pression de la base fut tellement forte que, dans la majeure par-



tie des cas, les augmentations de salaires réclamées et arrachées furent sensiblement supérieures aux limites prévues par la nouvelle politique économique, atteignant ou dépassant même, pour certaines catégories, des augmentations de 100 %.

Ce n'est pas de gaieté de cœur que la bureaucratie syndicale appuya les revendications syndicales surgies de la base. En fait, dans de nombreux secteurs, elle commença par freiner, par s'opposer aux mobilisations, par avancer des propositions plus proches des projets gouvernementaux, par s'efforcer d'empêcher l'éclatement des grèves. Mais elle fut confrontée à une explosion de combativité des travailleurs d'une telle ampleur que tout comportement d'attaque frontale contre la poussée revendicative aurait signifié une perte de contrôle généralisée sur la classe ouvrière. C'est bien là une confirmation nette du fait que la grève de Villa Constitución représente en réalité un tournant de la situation objective en Argentine, combinant le dernier épisode d'une longue série de batailles défensives de secteurs d'avant-garde de la classe ouvrière et un début de mobilisation généralisée de l'ensemble de la classe.

Ainsi, en province, et notamment à Cordoba et Santa Fe, des coordinatrices d'activistes et de commissions internes qui s'étaient progressivement constituées depuis l'élimination par le pouvoir des directions ouvrières combatives élues, commencèrent à agir comme de véritables directions de rechange, organisant grèves et manifestations dans la période du 10 au 24 juin, déjouant les provocations et répressions bureaucratiques et policières qui furent encore sensibles pendant toute cette phase.

Il est significatif que des secteurs comme les enseignants se mobilisèrent dès le lendemain des mesures de Rodrigo en une poussée revendicative aussi unanime que celle des secteurs traditionnellement les plus combatifs comme les travailleurs de l'automobile, les métallurgistes ou les travailleurs de l'imprimerie et des arts graphiques. Ainsi, une proposition de grève des instituteurs, combattue par la bureaucratie syndicale "reconnue" de cette branche, la U. D. A., fut approuvée à la majorité de 65 % à Buenos Aires, de 95 % dans la province de Buenos Aires, et de 95 à 98 % dans l'intérieur du pays.

Le gouvernement fut donc confronté avec un choix dramatique : ou bien approuver les conventions collectives imposées au patronat et à la bureaucratie syndicale par une énorme pression de la base, ce qui signifiait saborder, dès son lancement, le projet Rodrigo ; ou bien refuser la ratification de ces accords et risquer une épreuve de force avec toute la classe ouvrière et avec la bureaucratie syndicale, c'est-à-dire une "cassure" ouverte

ARGENTINE

du mouvement péroniste. La bureaucratie syndicale ayant épuisé les possibilités de manœuvres et de compromis, elle annonça clairement sa résolution de défendre l'acquis des conventions collectives. Dès le 26 juin, elle proclama une première suspension de travail "officielle" et une première manifestation ouvrière à la Plaza de Mayo pour le jour suivant.

Elle le fit, contrainte et forcée par les nombreuses grèves sauvages et autres manifestations spontanées de combativité ouvrière. Elle le fit avec beaucoup de réticences. Ceci s'exprima notamment par le fait que, lorsque la manifestation du 27 juin se prolongea au-delà de la durée prévue, et lorsqu'elle prit une tournure de plus en plus radicale, les dirigeants de la C. G. T. se précipitèrent à la radio pour appeler les manifestants à se disperser, ce qui n'entraîna d'ailleurs pas des résultats impressionnantes (dans l'ensemble, la manifestation s'étendit sur presque dix heures ; plus de cent mille travailleurs y participèrent).



Le 28 juin, par un message radio-télévisé de la présidente Peron, le gouvernement annonça son choix. Il annula tous les accords des commissions paritaires. Il fixa une limite rigide de 50 % aux augmentations des salaires à partir du 1er juin, ajoutant qu'une nouvelle augmentation de 15 % serait admise le 1er octobre et une autre augmentation de 15 % en janvier 1976. Isabelle n'hésita pas à critiquer les travailleurs, les accusant de ne pas avoir respecté les promesses qu'ils avaient faites, selon elle, à feu son mari, de "travailler davantage pour produire davantage", les accusant de même de faciliter ainsi une victoire sans grands efforts des mercenaires des ennemis de la patrie".

Mais à cette rhétorique réactionnaire fut joint l'aveu de la faillite de deux années de politique péroniste, depuis la victoire électorale du Front Justicialiste : "La nation argentine affronte en ces moments ce que je définirais comme l'heure zéro de notre décision d'obtenir la liberté définitive sur tous les fronts... La production est en baisse.

La spéculation s'étend apparemment sans limites. Des sommes énormes sont dépensées pour des activités sans utilité pour les fins de la nation". Elle fut même obligée d'ajouter de manière explicite : "L'unique solution possible pour rétablir l'équilibre et reconstruire la nation, c'est de maintenir une austérité juste et saine, éviter des dépenses superflues, augmenter au maximum la production, comme si nous étions en économie de guerre".

L'annonce de la décision gouvernementale provoqua instantanément une réaction fulgurante de la part de la classe ouvrière. La C. G. T. annonça qu'elle se réunirait le lundi 30 juin à 10 heures du matin pour décider des mesures à prendre. Mais avant même que les bureaucrates ne puissent se rassembler, quatre provinces, celles de Cordoba, Mendoza, Chubut et Santa Fe, furent totalement paralysées par une grève générale spontanée. La vague de radicalisation ayant bien touché cette fois-ci le Grand Buenos Aires également, partout des usines furent paralysées dans la capitale par des assemblées générales sur les lieux de travail. Beaucoup de délégations partirent en cortège des entreprises vers le siège central de la C. G. T. pour exercer une pression sur la direction syndicale. Un énorme dispositif de sécurité fut concentré par le gouvernement autour du Palais présidentiel, la Casa Rosada, et interdit l'accès de la Plaza de Mayo.

Déchirée entre la pression de la base et la pression du gouvernement, la direction de la C. G. T. chercha encore à gagner du temps, et décida de retarder la décision jusqu'au mercredi 2 juillet. Mais la multiplication des grèves sauvages fut telle que, pour essayer de reprendre "ses troupes" en main, la bureaucratie syndicale, après l'échec d'ultimes tentatives de conciliation avec le gouvernement, fut obligée à proclamer la grève générale du 48 heures pour les 7 et 8 juillet.

A côté de la réaction massive de la classe ouvrière, la décision du gouvernement d'abolir le résultat des conventions collectives provoqua parallèlement une crise politique profonde. Presque toutes les formations politiques et diverses associations patronales se dissocièrent du gouvernement (1). Le mouvement peroniste lui-même fut profondément déchiré jusque et y compris son groupe parlementaire. C'est ici qu'intervient un autre aspect important du tournant de la situa-

(1) Parmi les rares forces politiques qui se sont prononcées en faveur des décisions d'Isabelle Peron, il faut signaler les maoïstes du PCR, qui affirment que "dans une situation de crise nationale" il est juste "d'affronter uni au peuple peroniste la conjuration russe-yankee, sur la voie de la libération définitive du peuple et de la patrie".

tion objective en Argentine, marqué par la grève de Villa Constitucion. Non seulement des secteurs ouvriers d'avant-garde mais des parties substantielles des masses ouvrières dans leur ensemble visent ouvertement l'éminence grise" d'Isabelita Peron, le ministre Lopes Rega, idéologue et homme fort du peronisme, comme l'homme à abattre.

Déjà lors de la manifestation du 27 juin, la bureaucratie syndicale s'était efforcée en vain de faire entonner par les dizaines de milliers de travailleurs réunis l'hymne peroniste. Les manifestants ne suivirent guère cette consigne. Parmi leurs cris et revendications, la demande de démission de Lopes Rega se généralisa de plus en plus. Et lorsque la C.G.T. se vit obligée de proclamer la grève générale des 7-8 juillet, l'exigence de la démission de Lopes Rega fut incluse parmi les buts officiels du mouvement.

Il s'agit manifestement d'un événement de grande importance. Lopes Rega a été le véritable instigateur du cours de plus en plus réactionnaire du régime peroniste, après le bref interlude de la présidence de Campora. C'est lui qui récupéra les principaux dirigeants et tortionnaires de la répression d'Onaglia, déclenchant à son tour une répression sur grande échelle contre la jeunesse peroniste, les organisations révolutionnaires, les cadres et dirigeants des tendances lutte de classes dans les syndicats.

Anticommuniste féroce à l'idéologie semi-fasciste, admirateur ouvert de Mussolini et de Franco, grand épurateur des universités et des milieux intellectuels, il est le véritable organisateur de la terreur parallèle des A.A.A. Associé à des secteurs de la bureaucratie syndicale, il a essayé de briser systématiquement les directions syndicales de lutte de classes qui avaient émergé dans divers secteurs de la période précédente de radicalisation ouvrière. Pour toutes ces raisons, il était considéré comme l'incarnation de la répression anti-ouvrière et contre-révolutionnaire dans le pays.

Ce jugement, avancé d'abord seulement de manière systématique par les organisations révolutionnaires et d'autres forces d'opposition, a maintenant été repris par de larges secteurs de la classe ouvrière. S'il est成熟é d'y voir la preuve d'une rupture décisive de la classe ouvrière argentine avec l'idéologie bourgeoise du justicialisme peroniste, il s'agit incontestablement d'une étape qui nous rapproche de la conquête de l'indépendance politique de classe par le prolétariat argentin.

Au moment d'aller sous presse, il semble que le gouvernement ait capitulé devant la grève générale sur la question des augmentations de salaires, qu'Isabelle Peron refuse

d'abandonner Lopes Rega, mais qu'elle est prête à sacrifier Rodrigo et d'autres ministres impopulaires. Le gouvernement a formellement démissionné ; un remaniement plus ou moins large du cabinet est devenu inévitable. Les militaires, qui se sont abstenus d'une intervention ouverte dans la crise, mais qui semblent avoir pesé dans le sens d'une "réconciliation" avec la bureaucratie syndicale, pourraient bien revenir au premier plan. Il n'est pas exclu qu'une tentative de relance du "peronisme de gauche" soit entreprise, utilisant des personnalités comme p. ex. Campora. Isabelle pourrait essayer ainsi de se tirer d'affaire, en recomposant les divers éléments qui représentent le peronisme au pouvoir.

Quoi qu'il en soit, il est hors de doute que la crise du peronisme a atteint un stade nouveau. Jamais dans le passé ses rapports, non avec certains secteurs de la classe ouvrière argentine, mais avec cette classe dans son ensemble, ont été tendus comme ils le sont à présent. Les bureaucrates syndicaux comprennent parfaitement le caractère dangereux de l'évolution et pour l'avenir de leurs propres positions et pour celui de toute la société bourgeoise argentine. C'est pourquoi, tout en s'efforçant de récupérer leur contrôle sur les masses grâce à la proclamation de la grève générale, ils ne cessent de réaffirmer leur fidélité au peronisme et cherchent à sauver le règne d'Isabelle Peron.

Dans un tel contexte, les révolutionnaires doivent être en première ligne dans les grandes batailles en cours, donnant leur contribution à la mobilisation des masses la plus large possible, parce que seule pareille mobilisation pourrait conduire soit à la capitulation totale, soit au remplacement d'Isabelle Peron. La décision d'annuler les contrats collectifs doit être purement et simplement supprimée. Des augmentations de salaires qui neutralisent entièrement les effets de l'inflation et conservent le pouvoir d'achat des travailleurs doivent être arrachées et garanties par une échelle mobile en cas de toute nouvelle augmentation des prix.

En même temps, les révolutionnaires doivent insister sur la nécessité d'être prêts à riposter à toute attaque réactionnaire, de quelque nature qu'elle soit, d'organiser l'autodéfense ouvrière sur l'échelle la plus vaste possible contre la répression officielle et parallèle. Il ne faut plus tolérer que des militants ouvriers tombent sous les coups des A.A.A. et d'autres bandes anti-ouvrières. La libération des prisonniers politiques doit être arrachée. L'organisation de l'autodéfense doit devenir une garantie irremplaçable de l'issue victorieuse d'une nouvelle phase de lutte ouvrière de masse, qui est d'ores et déjà ouverte en Argentine.

TERMINEZ L'ETAT D'URGENCE! LIBEREZ TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES!

Déclaration du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale

La IV^e Internationale condamne la proclamation de l'état de siège en Inde par le gouvernement d'Indira Gandhi et les mesures qui ont suivi cette proclamation, notamment l'arrestation de milliers de personnes, la mise hors la loi de 26 organisations et l'introduction d'une censure de presse rigoureuse. Si, à l'étape actuelle, ces mesures sont en premier lieu dirigées contre des partis de droite, elles incluent des attaques contre des partis ouvriers de masse, comme le Parti Communiste (marxiste), et la dissolution d'une série d'organisations maoïstes. Elles constituent une attaque contre le mouvement ouvrier de l'Inde et les masses opprimées dans leur ensemble, qui souffriront le plus du tournant dictatorial pris par le régime d'Indira Gandhi. Ceci a déjà été confirmé par le blocage des salaires et la restriction du droit de grève.

Les mesures prises par le gouvernement du Congrès marquent une nouvelle détérioration de la démocratie bourgeoise déjà fragile en Inde. Elles alignent le régime d'Indira Gandhi sur les autres régimes du sous-continent. L'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et le Sri Lanka sont maintenant tous gouvernés sous le régime de l'état de siège. Au Bangladesh, le plus jeune des Etats du sous-continent, ce régime autoritaire a déjà été institutionnalisé par la création d'un régime de parti unique, par l'arrestation en masse de militants de gauche, et par l'interdiction de l'hebdomadaire de gauche Holiday.

La suspension des droits civils reflète l'incapacité de la bourgeoisie indienne de trouver une solution à la crise sociale qui frappe le pays depuis près de deux décennies et qui a conduit à une perte de confiance massive dans le régime du Congrès.

La victoire électorale écrasante qu'Indira Gandhi obtint aux élections parlementaires de 1971 fut le résultat de sa capacité de se présenter comme la "libératrice du Bangladesh", ainsi que de sa démagogie radicale au cours de la campagne électorale, synthétisée par le mot-d'ordre : "Supprimons la pauvreté". Cette démagogie reçut une crédibilité accrue de par son alliance avec le Parti Communiste de l'Inde, et par son élimination des dirigeants

de l'aile droite du Congrès et de l'appareil de ce parti.

Mais l'aggravation de la crise sociale et économique depuis 1971 a provoqué une érosion graduelle de l'appui populaire, dont Indira Gandhi et le Congrès jouirent à ce moment-là. Une famine massive, sur une échelle inconnue depuis les années '30 et '40 ; le stockage des vivres ; l'épanouissement du marché noir ; la contrebande étendue ; l'accentuation d'une corruption généralisée : tous ces facteurs conduisirent à des explosions massives du mécontentement des masses dans d'imposantes mobilisations. L'impuissance des organisations de masse du mouvement ouvrier à fournir une direction à la colère des masses, leur incapacité à offrir une solution de rechange au régime d'Indira à l'échelle nationale, ont permis à des forces réactionnaires d'exercer une grande influence au niveau de la direction de ces mobilisations, notamment grâce à l'utilisation d'une démagogie populiste. Voilà pourquoi le régime d'Indira attaque aujourd'hui surtout des forces politiques de droite, comme prélude à une attaque plus générale contre les masses dans leur ensemble.

La tragédie des ouvriers et des paysans pauvres de l'Inde réside précisément dans le fait que les deux partis les plus importants du mouvement ouvrier, le Parti Communiste de l'Inde (CPI) et le Parti Communiste (Marxiste) (CPM) sont totalement incapables de développer une lutte conséquente contre le capitalisme indien et de défendre de manière systématique les intérêts de la classe ouvrière et des autres couches pauvres et opprimées de la population. Cette incapacité s'est clairement révélée dans leur impuissance à organiser une riposte quelconque contre le blocage des salaires, dans leur échec lamentable de leur tentative de mobiliser un appui et une solidarité avec la grève des cheminots indiens de 1974, qui a été brutalement brisée par le gouvernement d'Indira Gandhi.

Le CPI et le CPM avancent tous les deux une ligne de collaboration de classes, plutôt qu'une ligne de lutte de classes fondée sur les besoins des larges masses. Alors que le CPI

s'accroche aux jupes d'Indira Gandhi, le CPM n'a pas hésité à constituer un bloc avec d'autres partis bourgeois, y compris des forces de droite racistes.

La décision du CPI d'appuyer la proclamation de l'état de siège et d'offrir une collaboration pleine et entière à Indira Gandhi, avec la bénédiction ouverte de la Pravda, révèle une fois de plus toute la faillite politique et morale du stalinisme. Sous le prétexte de s'opposer à la réaction, le CPI appuie maintenant ouvertement la répression, justifie l'arrestation de ses anciens camarades du CPM, chante les louanges de la censure imposée à la presse.

Tout en condamnant sans réserves les nouvelles mesures répressives du gouvernement d'Indira Gandhi et tout en réclamant leur révocation immédiate, la IVe Internationale insiste sur le fait qu'elles ne représentent qu'un nouveau point culminant de la répression qui s'accentue en Inde depuis 1967-68, essentiellement contre le mouvement ouvrier. La presse internationale de la bourgeoisie verse

aujourd'hui des larmes de crocodile sur le déclin de la "démocratie indienne". Elle s'est tue sur l'arrestation, le maintien arbitraire en prison, la torture et l'assassinat de militants d'extrême-gauche. Il y a actuellement quelque 40.000 prisonniers politiques en Inde, dont beaucoup appartiennent à des groupes maoïstes. Des centaines d'entre eux ont été tués en prison. Deux d'entre eux, Kista Gowd et Bhoomia, condamnés à mort, attendent leur exécution dans une prison d'Andra Pradesh. La bourgeoisie internationale maintient le silence sur toute cette répression là.

La IVe Internationale appelle tout le mouvement ouvrier international à organiser une campagne résolue en vue d'obtenir la levée immédiate de l'état de siège en Inde ainsi que la libération de tous les prisonniers politiques. Elle appelle à la constitution du front unique le plus large pour atteindre ces objectifs.

6 juillet 1975

SECRETARIAT UNIFIE
DE LA IVe INTERNATIONALE

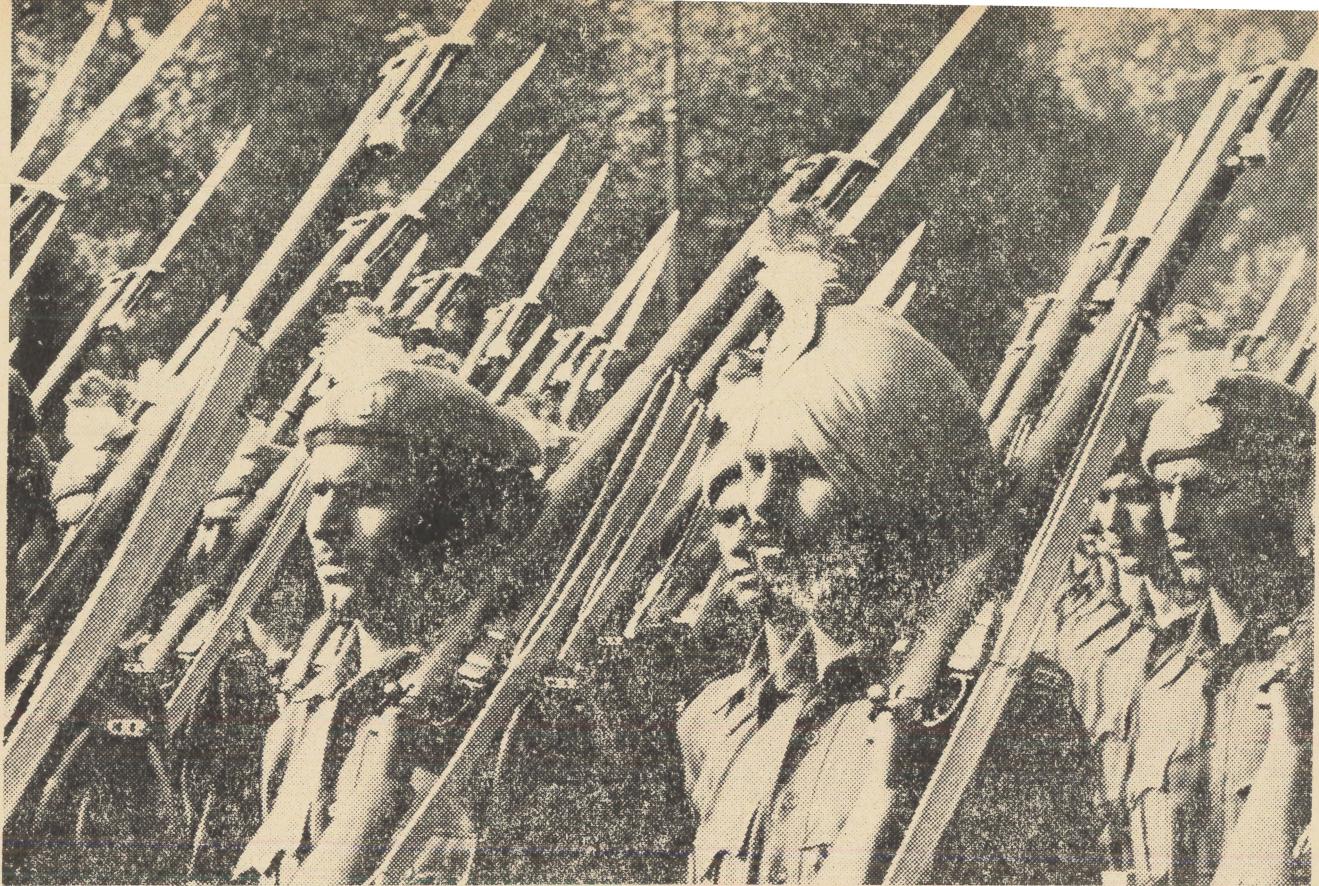
NOTES SUR L'ARRIERE-FOND DES MESURES AUTORITAIRES D'INDIRA GANDHI

Voici quelques données sur l'évolution récente de la situation économique, sociale et politique en Inde, qui expliquent pourquoi Indira Gandhi a été amenée à réduire davantage encore l'espace de la démocratie bourgeoise dans ce pays.

L'aggravation de la crise économique et sociale. - Si on additionne les céréales et les graines de légumes (féculants), les disponibilités par tête d'habitant en 1971 étaient identiques à celles de 1954: 15,7 onces par tête et par jour. Elles étaient inférieures à celles de la période 1959-1965. Depuis 1971, elles ont encore baissé. Le revenu réel par tête d'habitant n'est pas plus élevé en 1974 qu'en 1964; en 1975, il sera inférieur au niveau de 1974... Le salaire réel d'un ouvrier de l'industrie était inférieur en 1970 au niveau de 1939; depuis lors, il n'a cessé de baisser. Le chômage urbain officiellement enregistré est en hausse constante: 5 millions en 1950, 7 millions en

1961, 10 millions en 1966, 15 millions en 1974. Le dirigeant du CP (M) Ranadive estime le chômage rural et urbain à 50 millions de sans-emploi.

La polarisation sociale au village, l'agiotage et la spéculation. - La "révolution verte" a fortement accentué la différenciation sociale au sein du village indien. La fraction prolétarisée de la population rurale est en hausse rapide; la concentration des surplus de vivres dans les mains des koulaks augmente parallèlement. Le stockage des vivres à des fins de spéculation se développe ainsi, dans un climat de pénurie permanente et de famine endémique. - Un exemple typique, celui de l'Etat de Maharashtra, pourtant réputé un des plus riches du pays. Il y a 5,4 millions de familles sans terres, et 1,7 million de famille "exploitant" des "fermes" de moins d'un acre, soit au total 7,1 millions de familles sans moyens



de production au village. 82.000 familles disposant chacune de plus de 20 acres sont les seules à produire un surplus réel de vivres. Les familles de paysans sans terres sont devenus des consommateurs passifs de vivres, ne produisant pratiquement plus rien. Beaucoup émigrent vers les villes. Les autres sont "sauvés" de la famine grâce aux travaux publics payés par l'Etat pendant quelques mois par an, au taux de quelques rupees par jour.

Contrebande, corruption et politiciens bourgeois. - La juxtaposition d'un secteur de capitalisme d'Etat, d'un budget public qui décide de plus de la moitié des investissements industriels, et d'une puissante classe bourgeoise, secrète et stimule forcément la corruption sur une échelle colossale, dans un pays aussi pauvre que l'Inde. L'économiste indien bourgeois Shenoy, pourtant défenseur attitré de "l'entreprise libre", estime que sur les 41 milliards de rupees dépensés en 1973-74 dans le secteur public de l'économie, jusqu'à 40% pourraient avoir été détournés vers le secteur privé par des pots-de-vin et des détournements.

D'innombrables hommes politiques au pouvoir sont impliqués dans des pratiques de corruption. Pas une semaine ne passe sans qu'un scandale ne soit révélé. La contrebande a pris des dimensions gigantesques. L'administration douanière évalue son ampleur pendant l'année fiscale 1974-5 à 9 milliards de rupees sur la seule côte occidentale. La majeure partie des biens importés en fraude sont des textiles synthétiques; le reste se compose de montres, de gadgets électroniques, de produits

pharmaceutiques, de pièces détachées d'automobiles etc. La majeure partie des produits exportés en fraude sont... des vivres. En effet, le riz, dont le prix est subsidié par le gouvernement, peut être acheté en Inde à 6 ou 7 Rs. le kilo, puis vendu dans les pays du Golfe Persique (Golfe Arabe) à 30 Rs., vu la hausse vertigineuse des prix des vivres dans ces pays. Beaucoup de contrebandiers richissimes sont les principales sources de financement des partis bourgeois, y compris le parti au pouvoir: de là l'impunité dé fait dont ils jouissent.

Les divisions au sein de la bourgeoisie. - Après la conquête de l'indépendance, les principaux groupes capitalistes indiens étaient partisans d'un puissant secteur public dans l'économie. En effet, les entreprises d'industrie lourde sont lentes à démarrer, ne rapportent longtemps pas de profit, ne sont pas concurrentielles sur le marché mondial etc. Mais à la longue, certaines entreprises publiques commencent à devenir rentables. Il y a également des rivalités entre le secteur public et le secteur privé pour la répartition des ressources disponibles en matière d'investissements. D'où la pression d'une fraction de la bourgeoisie en faveur d'une reprivatisation totale ou partielle (par le truchement d'"entreprises communes") du secteur public. Les principaux partis bourgeois d'opposition, le "vieux Congrès", le Jan Sang et le Swatantra, favorisent cette reprivatisation; Indira Gandhi y oppose une certaine résistance.

Il s'agit cependant d'une divergence au sein de la bourgeoisie, concernant la politique qui servirait au mieux les intérêts de la

classe dominante, et nullement d'une opposition entre une ligne "non-capitaliste", voire "socialiste" et une ligne "capitaliste". Le groupe Birla, un des groupes capitalistes les plus puissants du pays, continue à appuyer Indira Gandhi. Et après l'échec de la nationalisation du commerce des grains, le premier-ministre avait d'ailleurs modifié le cours de sa politique économique, favorisant davantage le secteur privé.

Les origines de l'agitation de Jai Prakash Narayan. - L'agitation de masse avait été déclenchée par les étudiants, notamment dans les Etats du Bihar, du Gujerat et d'Uttar Pradesh, pour protester contre les injustices du système universitaire et la corruption qui y règne. Elle déborda vers des objectifs plus généraux: hausse des prix, pénurie de vivres, corruption et incompétence des gouvernements d'Etat etc. Elle obligea le premier-ministre d'Uttar Pradesh à démissionner, et amena la dissolution de l'Assemblée du Gujerat.

Jai Prakash Narayan est un vieux leader social-démocrate partisan de la non-violence dont le prestige date bien de l'époque de la lutte pour l'indépendance, et dont l'anti-communisme a été de plus en plus accentué. Il a refusé d'orienter l'agitation de masse dont il est devenu le symbole et le porte-parole principal vers des objectifs économiques et sociaux précis, et s'en tient à des objectifs populistes vagues comme "le rétablissement d'une administration honnête" et "la lutte contre la corruption". De ce fait, il peut être facilement manipulé par des forces de droite et d'extrême-droite qui disposent de structures organisationnelles solides, alors que lui-même n'a aucun appareil et aucun parti propres. Objectivement, sa fonction a été celle de détourner la colère croissante de la jeunesse et des masses opprimées non organisées dans des voies qui ne remettent pas en question la survie du règne de la bourgeoisie indienne.

Deux coalitions politiques contre-nature. - Le CPI, fidèle à Moscou, a pendant toute cette période appuyé le gouvernement d'Indira Gandhi, y compris lorsqu'elle brisa brutalement la grève des cheminots (voir Inprecor n. 4, 18 juillet 1974), et lorsqu'elle proclama le blocage des salaires. Il appuya de même la répression actuelle, y compris l'arrestation des dirigeants du CPM et du PS.

Ne tirant aucune leçon de la faillite lamentable de leur politique de coalition gouvernementale avec la bourgeoisie au Bengale occidental et au Kerala, deux partis ouvriers à la gauche du CPI, le CPM et le RSP, ont conclu à des fins exclusivement électoralistes des alliances pronées par Jai Prakash Narayan, alliances qui incluent outre le PS, le "vieux Congrès" (constitué par les dirigeants de l'appareil du Congrès dont Indira Gandhi se débarassa en 1970-71) et des formations de droite et d'extrême-droite, comme le parti Swatantra et

Jan Sangh (raciste hindouiste). Ce bloc espère écarter Indira Gandhi du pouvoir aux élections législatives qui devraient avoir lieu l'an prochain, et ce par simple addition des voix de tous les partis d'opposition. Ce calcul vient d'ailleurs d'être couronné de succès aux élections pour l'Assemblée du Gujerat. Seule la bourgeoisie profite évidemment de telles opérations sans principes.

Les antécédents immédiats des mesures d'Indira Gandhi. - La défaite électorale qu'elle venait de subir au Gujerat, et le verdict d'un juge annulant provisoirement son élection au Parlement central pour irrégularités au cours de la campagne électorale, paraissent avoir été les motifs immédiats de la proclamation de l'état de siège. La raison plus fondamentale est sans doute double: d'une part, la peur réelle de perdre le pouvoir lors des élections législatives qui doivent en principe avoir lieu au printemps prochain; d'autre part, l'apparition au sein de son propre parti d'une tendance importante recherchant un compromis avec Jai Prakash Narayan et une recomposition de toutes les forces politiques bourgeoises du pays. Il n'est pas exclu qu'une partie de l'armée sympathise avec un tel projet.

Les perspectives immédiates. - Tout en accentuant la répression (la censure interdit même la reproduction de textes de son père, Nehru, s'ils sont jugés "subversifs" dans la situation présente), Indira Gandhi s'est lancée dans une contre-agitation populiste. Elle relance sa campagne d'"abolition de la pauvreté" et propose notamment un nouveau plafond aux dimensions de la propriété agraire, ainsi qu'un arrêt des saisies de bétail et de terres en cas de non-paiement de dettes. Ces promesses, réitérées depuis deux décennies, d'abord par son père puis par elle-même, risquent de laisser sceptiques les pauvres au village si elles ne sont pas suivies d'actes. Or, la politicienne bourgeoise qu'est Indira Gandhi ne peut s'attaquer réellement aux koulaks et à la bourgeoisie rurale, qui sont la base et l'appareil de son parti. Par ailleurs, le maintien des mesures répressives et le passage progressif de l'opposition dans la clandestinité, la mettent à la merci du moindre accident (la mort d'un des leaders oppositionnels en prison; une grosse fusillade contre des manifestants; le brusque éclatement d'une jacquerie etc.) qui pourrait provoquer une explosion généralisée.

La faillite de la gauche a rendu l'initiative à l'opposition bourgeoise. Le discrédit qui frappe le parti au pouvoir est profond. Les trois candidats immédiats au pouvoir, à savoir Indira Gandhi, l'opposition "unifiée" ou l'armée intervenant pour jouer l'arbitre, sont tous de nature bourgeoise. Les conditions objectives sont favorables à une montée révolutionnaire. Mais la profondeur de la crise du facteur subjectif est telle que le pendule risque de passer plus à droite encore, avant de pouvoir revenir vers la gauche.



BRIAN HERON

Le 30 juin 1975, Harold Wilson proclama encore : "Nous rejetons toute solution de panique". Deux jours plus tard, son Chancelier de l'Echiquier, Dennis Healey, annonça au Parlement des mesures draconiennes de contrôle des augmentations des salaires. Ces mesures recevraient force de loi s'il n'y avait pas d'accord volontaire avec la confédération syndicale T.U.C. en l'espace d'une semaine. Elles incluent essentiellement une limite rigide de 10 % à toute augmentation des salaires dans le renouvellement des contrats en cours (généralement d'une durée d'une année) ; des sommes fixes que les divers ministères ne peuvent plus dépasser en matière de dépenses publiques ; la fin des subsides "excessifs" au secteur public.

La mince concession faite en échange de ces mesures anti-ouvrières, c'est que la limitation des augmentations des salaires ne sera pas imposée à travers des mesures pénales. Des syndicalistes qui ne la respecteront pas n'iront pas en prison et ne devront même pas payer des amendes. Ce sera le devoir des patrons individuels de ne pas dépasser le plafond imposé aux augmentations des salaires par le gouvernement. S'ils accordent des augmentations des salaires au-delà de ce plafond, ils ne pourront plus augmenter leurs prix pour récupérer l'accroissement des coûts. Il y aura encore d'autres sanctions contre des patrons trop "dispendieux" à l'égard de leurs ouvriers, comme par exemple le refus de leur attribuer des contrats gouvernementaux.

Bien qu'il soit question d'assurer les patrons contre les risques de luttes salariales trop dures et trop prolongées, la logique des mesures annoncées par Dennis Healy, c'est de

le gouvernement wilson s'attaque aux salaires

pousser à la banqueroute des entreprises qui n'ont pas le pouvoir de s'opposer aux luttes ouvrières. Cette logique est une logique d'accroissement du chômage, au moment où le chiffre des sans-emploi atteint déjà près de 900, 000 travailleurs.

Sous le fouet de la crise économique

Harold Wilson n'avait cessé d'affirmer qu'il était opposé à toute politique des revenus contraignante en temps de paix. Il a donc maintenu la fiction de la possibilité d'un accord volontaire des syndicats avec le plan Healy. Dans son n. du 2 juillet 1975, le *Financial Times* résuma la situation de la manière suivante : "Les syndicats et le patronat ont reçu une semaine de préavis pour se conformer au plafond de 10% des augmentations des salaires dans la prochaine étape (des négociations salariales). S'ils n'y parviennent pas, le gouvernement a l'intention de rendre ce plafond obligatoire". Il semble que la vitesse avec laquelle le T.U.C. se précipita pour accepter les propositions gouvernementales était encore considérée comme insuffisante. Dans son n. du 10 juillet, le *Financial Times* rapporte en effet qu'il "y aura presqu'à coup sûr des décisions imposées par la loi aux patrons pour renforcer le projet accepté volontairement par les syndicats".

Le 9 juillet, le T.U.C. avait accepté les propositions gouvernementales par 19 voix contre 13. Il avait ajouté à cette capitulation une demande de blocage des prix pour une période de six mois, ce qui était déjà en retrait sur sa proposition antérieure d'un blocage des prix pour certaines marchandises-clé pendant une durée indéterminée. Pour le moment cependant, le gouvernement ne semble pas

avoir l'intention de dépasser les mesures déjà en vigueur de contenir l'augmentation de certains prix de produits de première nécessité au moyen de subsides gouvernementaux.

Le gouvernement et la Confédération de l'Industrie britannique s'opposent de même à d'autres concessions mineures réclamées par le T.U.C. en échange de l'acceptation du freinage des augmentations des salaires, comme p. ex. sa demande de ne plus tolérer aucune augmentation des traitements dépassant 7.000 £ par an (15.000 \$; 62.500 FF ; 560.000 FB ; 36.000 DM ; 40.000 FS), aussi longtemps que les mesures Healy restent en vigueur.

Jusqu'ici, les salaires réels des travailleurs britanniques ont augmenté en moyenne de 6 % par an, tenant compte d'un taux d'inflation de 25 %. Si les mesures Wilson sont effectivement appliquées (et sans tenir compte des réductions des prestations sociales), et si le taux d'inflation reste ce qu'il est à présent, une réduction du niveau de vie de la classe ouvrière de l'ordre de 15 % aura été imposée.

Les mesures de freinage des augmentations des salaires ne sont pas tout-à-fait comparables à celles prises par le gouvernement Wilson de 1964-1970. La différence la plus manifeste, c'est que la situation économique s'est sensiblement aggravée et qu'aujourd'hui l'inflation est combinée avec le chômage massif et la récession.

Malgré un redressement de la balance des paiements, surtout par suite d'une chute verticale du cours de la livre sterling, l'augmentation des exportations n'a pas stimulé une reprise des investissements. Un sondage publié récemment par le *Financial Times* (n. du 2 juin 1975) affirme que les industriels prévoient en général un déclin des investissements pendant au moins une année encore. Le patronat se plaint que ses ressources supplémentaires en capitaux sont absorbées par l'accroissement des coûts (surtout des coûts salariaux) et par les lourdes charges des crédits nécessaires pour financer les stocks et les autres palliatifs qui évitent des réductions massives de production en temps de récession et de balance des paiements déficitaire. Mais les crédits étrangers commencent à s'épuiser. La chute de la livre, qui a perdu 28,9 % de son cours par rapport à d'autres devises depuis décembre 1971, a créé le risque d'une véritable évasion des capitaux, sapant ainsi la base de nouveaux crédits à l'industrie et du financement d'énormes déficits budgétaires (ce déficit est actuellement évalué à 9 milliards de £ pour l'année en cours, soit presque 20 milliards de \$ et plus de 46 milliards de DM).

Alors que Wilson bavardait tous les jours sur la nécessité d'éviter des "mesures précipi-

tées", un véritable effondrement de l'économie britannique commençait à paraître possible. Lorsque 260.000 mineurs réclamèrent une augmentation des salaires de 64 %, et un salaire de base de 100 £ par semaine (215 \$, 515 DM, 900 FF), la situation du capitalisme britannique sembla s'aggraver de manière catastrophique aux yeux de la bourgeoisie. Tout cela provoqua une atmosphère de véritable hysterie au sein du groupe parlementaire du Labour. Des "principes de base" du programme électoral furent abandonnés l'un après l'autre. Dans ces conditions, les mesures Wilson y rencontrèrent dans l'immédiat relativement peu d'opposition, et seulement un peu plus de résistance de la part de la bureaucratie syndicale.

Comment on a pu en arriver là

L'instabilité politique et sociale que la chute du cabinet Heath avait accentuée, surtout parce que cette chute résulta fondamentalement de la grève des mineurs et des menaces d'extension des grèves, avait renforcé la combativité de la classe ouvrière et accru l'hésitation et la paralysie politique au sein d'importants secteurs de la classe dominante. Cette paralysie déborda jusque dans l'arène du parlement bourgeois. L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement travailliste minoritaire, et la décentralisation au sein du parti conservateur reflétèrent cette crise.

L'issue du récent référendum sur le maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun a créé la possibilité pour la classe dominante de dépasser cette paralysie. Elle représente une défaite partielle pour la classe ouvrière. L'explication de cette défaite réside dans la contradiction entre l'alignement des forces sociales d'une part, et l'absence d'une alternative politique de classe d'autre part.

Toutes les organisations de masse de la classe ouvrière étaient favorables à la sortie de la Grande-Bretagne du Marché Commun, comme elles avaient été opposées au gouvernement Heath en février 1974, à l'époque de la grève des mineurs et de la semaine de trois jours introduite par Heath. Mais pareille intensification de la lutte de classes, alors que toute base économique pour d'importantes réformes avait disparu, ne pouvait pas ne pas entraîner des conséquences importantes au sein de la social-démocratie.

S'alignant de manière totale et servile sur la bureaucratie syndicale, la gauche travailliste avait fait son début politique en tant que direction de recharge de la classe ouvrière au cours de la campagne préparatoire au référendum sur le maintien de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. Mais elle se lança dans cette bataille pieds et mains liés. Alors qu'elle était investie de toute la légitimité travailliste, qu'elle défendait des décisions

GRANDE-BRETAGNE

prises par les congrès du Parti et des syndicats, qu'elle avait derrière elle des votes majoritaires de l'Exécutif du Labour et du T.U.C., elle s'abstint volontairement de jeter dans la balance toutes les ressources, tout l'appareil et toutes les finances du Parti, générosité pour laquelle la droite ne la récompensera guère si jamais les rapports de forces devaient changer.

Il ne s'agit ni d'une question de bêtise politique, ni d'une question de manque de caractère, mais bien d'un choix politique délibéré et débilitant, résultant de la situation particulière qu'occupe la gauche réformiste sur la scène sociale et politique de la Grande-Bretagne. Cherchant à conquérir la direction du Labour comme expression politique des syndicats, elle ne dépasse guère le cadre de l'identification traditionnelle réformiste de la "lutte pour le socialisme" avec la "conquête de la majorité parlementaire". De ce fait, elle se trouve doublement handicapée dès le départ. D'une part, elle doit éviter une scission profonde du Labour qui, selon elle, détruirait toute possibilité de reconquérir une majorité parlementaire à court ou même à moyen terme. D'autre part, elle doit éviter toute exacerbation de la crise sociale telle qu'une aile importante de la bureaucratie syndicale se rangerait dans le camp des "défenseurs de l'ordre traditionnel".

Or, une mobilisation totale des ressources du Labour pour arracher la victoire du "non" au référendum aurait incontestablement provoqué et cette scission et cette crise institutionnelle. Il y avait même, du point de vue des réformistes de gauche, le risque sérieux que la majorité des députés (tous les députés bourgeois plus la droite travailliste) ne respecte pas le verdict de l'électorat, ce qui aurait provoqué une crise extrêmement grave de la légitimité des institutions parlementaires. Pour éviter tous ces risques, les dirigeants de la gauche travailliste se sont abstenus de toute initiative mobilisatrice des masses contre le Marché Commun. Ils se sont alignés sur une plateforme d'opposition nationaliste étroite qui n'avait aucune chance d'être considérée comme une politique de rechange à caractère de classe par la masse ouvrière. Dès lors, ils couraient à la défaite politique certaine, qu'ils ont sans doute préférée aux risques qu'auraient entraînés leur victoire.

Mais ce recul politique de la gauche travailliste et la défaite des "non" au référendum qui en résulta fatallement donna à la direction parlementaire du parti travailliste et de la bourgeoisie un écho au sein de la classe ouvrière, par-dessus la tête des directions de ses organisations de masse. La victoire politique de la classe dominante et des sociaux-démocrates de droite fut rapidement consolidée par l'élimination des réformistes de gauche de quelques-unes des positions-clé au

sein du cabinet (leur leader officiel, Antony Wedgwood-Benn, perdit le poste-clé de ministre de l'Industrie). Une première épreuve de force sur une question politique très complexe se terminant de manière favorable pour la bourgeoisie, les pré-conditions pour une attaque contre la classe ouvrière sur tous les terrains semblaient être créées.

Ce qui a effrayé la bureaucratie syndicale et l'a amenée à appuyer les mesures Wilson, c'est sans doute la menace implicite que Wilson a agitée de faire passer ces mesures au Parlement avec l'appui des députés bourgeois, contre l'opposition de la gauche travailliste. Cela aurait créé de fait une majorité de rechange au Parlement : droite travailliste + groupes conservateurs et libéraux, avec tous les risques de scission ouverte du Labour qui en auraient découlé.

Le spectre d'un "nouveau 1931" n'est pas une menace gratuite de la part de la droite travailliste. Mais une scission ouverte du Labour aurait, dans les conditions présentes, des conséquences désastreuses pour la bourgeoisie britannique, livrant pratiquement le parti travailliste et les syndicats à une direction de gauche considérée comme incompatible avec le fonctionnement normal du système parlementaire dans des conditions de crise économique et sociale aggravée. Aussi est-il peu probable que Wilson aurait marché dans un gouvernement d'union nationale, abandonnant le Labour à Wedgwood Benn. Il lui reste plusieurs solutions de rechange, p. ex. abandonner le gouvernement aux tories comme Attlee le fit en 1951. Mais au lieu d'obliger Wilson à abattre ses cartes, la gauche travailliste s'empressa de capituler et fit réussir son bluff -du moins pour le moment-.

Wilson, qui est incontestablement un manœuvrier extrêmement habile, a appliqué de manière exemplaire la "tactique du salami" tout au long de l'année 1975. Il commença par mettre au pied du mur la gauche travailliste dans l'affaire du référendum. La bureaucratie syndicale accepta la défaite politique du référendum, et conseilla à Wedgwood Benn de ne pas démissionner, quand on lui enleva le portefeuille de l'Industrie. Elle espéra qu'en échange de cette manifestation de ses sentiments "unitaires", Wilson négocierait un nouveau "contrat social" avec elle. Elle voulut éviter une nouvelle tentative d'imposer une politique des revenus ayant force de loi, votée par la majorité de rechange : droite travailliste + députés bourgeois. Elle fut, au contraire, acculée à accepter les mesures Wilson, infiniment plus défavorables pour les travailleurs que le "contrat social". Benn et la gauche travailliste se trouvent en partie neutralisés, estimant qu'il est "inopportun" de se battre ouvertement, aussi longtemps que les gros bataillons syndicaux ne sont pas lancés dans la bataille.



Benn, Foot, et Shore.
Dirigeants de la gauche du Parti travailliste

Tout revient maintenant à savoir comment les militants syndicaux de base et certains secteurs de la classe ouvrière répondront aux attaques contre leur niveau de vie. Si ces réactions sont vigoureuses, la bureaucratie syndicale accentuera ses critiques, mais elle le fera alors d'une position de départ fortement affaiblie par l'approbation donnée à Healy le 9 juillet.

Le sens des mesures Wilson

La forme précise des mesures Wilson est assez importante. Certains secteurs de la classe dominante, exprimant exclusivement ou principalement les intérêts du capital financier, auraient préféré une politique classique de déflation, avec fermetures massives d'entreprises, perte d'une partie de l'appareil de production (considérée de toute manière comme vétuste et non-compétitif) et chômage massif (2 à 3 millions de sans-emplois), afin de briser la force syndicale et de ralentir ou d'arrêter la hausse des salaires nominaux. Healy a plutôt agi en fonction des intérêts des secteurs du capital industriel qui, pour des raisons économiques autant que pour des raisons politiques, veulent éviter pareille cure de cheval.

Néanmoins, en imposant au patronat la charge de tout dépassement du plafond des augmentations des salaires, les entreprises financièrement les plus vulnérables seront de toute manière frappées et le chômage risque d'augmenter. Le but central de ce choix, c'est de rendre les mesures plus acceptables par la bureaucratie syndicale qu'une politique déflationniste traditionnelle, et que des poursuites pénales contre des syndicalistes.

Un autre aspect particulier des mesures, qui constitue un avantage appréciable pour Wilson, c'est qu'il n'y a plus de point de mire central que peuvent viser tous les secteurs de la classe ouvrière qui vont s'opposer aux mesures Wilson. L'opposition se manifestera de manière diffuse et décentralisée et risque de s'effriter dans des escarmouches avec des secteurs du patronat et des administrations séparées des industries nationalisées.

En dépit de l'approbation contrainte et forcée que la bureaucratie syndicale lui a accordée ; en dépit de la neutralisation temporaire de la gauche au sein du cabinet sinon du groupe parlementaire, Wilson veut éviter toute possibilité d'une offensive unifiée contre ses propositions. L'idée d'une augmentation égale pour tous (6 £, soit 13 \$, 31 DM et 53, 5 FF par semaine) va à l'encontre des différences traditionnelles de salaires approuvées et même réclamées par certains syndicats. La plupart des bureaucrates qui ont voté contre les mesures Wilson au sein du T.U.C. l'ont fait, du moins en partie, en fonction de pareilles considérations, ce qui ne favorise évidemment pas une unification de toute la classe ouvrière contre l'attaque que le gouvernement vient de déclencher contre son pouvoir d'achat.

Les perspectives et la gauche

A présent, il semble que le secteur de la gauche travailliste qui siège au gouvernement va avaler la pilule dans son ensemble. Wedgwood Benn a résumé les raisons de cette capitulation dans un discours qu'il a prononcé le 9 juillet devant le congrès du syndicat des mineurs : "L'échec du gouvernement travailliste de 1970, ce fut sa séparation avec le mouvement ouvrier. La clé de l'avenir... c'est le développement de rapports (unis) entre le mouvement syndical, le Parti travailliste et le gouvernement travailliste" (*Financial Times*, 10 juillet 75). En d'autres termes : Moi et mes amis, nous ne ferons aucun geste contre le cabinet Wilson, si ce n'est avec l'approbation de la bureaucratie syndicale". Dans ces conditions, toute opposition contre les mesures Healy qui pourrait encore se manifester dans l'immédiat au sein du groupe parlementaire travailliste, émanera plutôt des porte-parole des sections locales du Parti (les Tribunites) que des représentants du groupe Benn et des porte-parole directs des syndicats.

Néanmoins, il est improbable qu'on assistera à une répétition pure et simple du schéma des luttes de la deuxième moitié des années 60, à savoir une confrontation entre militants de base d'une part et la plupart des bureaucrates et dirigeants travaillistes d'autre part à travers une série de grèves sauvages. Ceux qui, jusqu'ici, misent sur une telle confrontation du type syndicaliste, comme le font

GRANDE-BRETAGNE

les centristes du groupe International Socialism, expriment un jugement erroné sur la situation.

La lutte contre les mesures Wilson sera, dès le départ, intimement liée aux développements au sein de la gauche travailliste. Il en est ainsi pour une série de raisons.

Tout d'abord, la bureaucratie syndicale a été poussée vers la gauche comme résultat des luttes des années '60. Elle est profondément divisée. Les directions des syndicats des métallos, des mineurs, des services publics, des conducteurs de locomotives et d'autres ont voté contre les propositions Healy-Wilson au sein du T.U.C. La situation de la bureaucratie syndicale dans son ensemble est beaucoup plus instable qu'au cours des années '60. L'aile pro-gouvernementale du T.U.C. a au moins besoin d'un répit pour aligner les autres secteurs de la bureaucratie sur ses positions. Mais ce répit ne lui est pas laissé. Le Congrès du TUC aura lieu en septembre, avec pratiquement pas de possibilité pour la bureaucratie de réunifier ses rangs d'ici là. La demande d'augmentation des mineurs sera présentée autour de la Noël, et d'après la plupart des indices, la situation économique du capitalisme britannique se sera aggravée à ce moment, imposant la nécessité de mesures anti-ouvrières encore plus draconiennes.

Ensuite, il y a eu une série de luttes sociales importantes au cours de la dernière période, luttes qui, contrairement aux mobilisations des années '60 (campagne pour le désarmement nucléaire unilatéral et mouvement de solidarité avec la révolution vietnamienne) étaient caractérisées, du moins dans certains cas, par une participation réelle des syndicats, du sommet à la base. Parmi ces luttes, quelques-unes avaient des objectifs



directement politiques, comme l'opposition aux tentatives récentes de modifier la loi sur l'avortement dans un sens réactionnaire (beaucoup de syndicats participèrent à la grande manifestation qui réunit de 25.000 à 30.000 personnes à Londres sur ce sujet). Il y eut des occupations d'usines et la demande que le gouvernement nationalise des entreprises malades pour défendre l'emploi des travailleurs. Il y eut des luttes pour la défense du Service National de la Santé, ou contre les réductions des dépenses publiques. Le dirigeant des travailleurs des services publics, Alan Fisher, qui vota contre les propositions Healy-Wilson au sein du TUC, motiva d'ailleurs son opposition en affirmant qu'il n'y avait point de garanties contre de nouvelles réductions des dépenses sociales.

Toutes ces luttes ont entraîné des secteurs de la social-démocratie de gauche. Elles ne disparaîtront pas avec l'application des mesures Wilson de freinage des salaires. Il est même probable que celles-ci accentueront la tendance de celles-là à être centralisées autour de l'axe d'opposition à Wilson comme dirigeant du parti travailliste et du gouvernement. La place que la gauche travailliste occupe au sein de ces luttes donne une dimension politique nationale à la question de savoir comment elles se rapportent au gouvernement et au parti travaillistes.

En troisième lieu, la lutte au sein du parti travailliste lui-même sera probablement intensifiée. La division entre le "parti réel" et le gouvernement n'a jamais été aussi profonde depuis la deuxième guerre mondiale. En outre, il faut signaler comme fait nouveau qu'un début de vie politique commence à réémerger à la base et à la périphérie du parti travailliste. La plupart des observateurs signalent un petit redressement du nombre d'adhérents du Parti et de leur activité, en comparaison avec la période précédente. Voilà d'ailleurs une autre différence avec la situation de la deuxième moitié des années '60, marquée par un déclin continu et massif du nombre de membres ouvriers du parti travailliste, et de leur participation à la vie de ce parti.

Finalement, la possibilité que le plafond actuellement imposé aux augmentations de salaires ne soit qu'un prélude à des mesures plus draconiennes vers la fin de l'année ou au début de 1976 ne peut être écartée. Si elle devait se réaliser, elle porterait des coups à la racine même du parti travailliste. Pareille situation provoquerait inévitablement l'explosion de luttes de masse qui impliqueraient des confrontations frontales entre le gouvernement et des secteurs des syndicats, ainsi qu'une défaite électorale catastrophique si le gouvernement travailliste devait se présenter aux électeurs pour défendre sa "lutte anti-inflationniste" sur une ligne d'opposition aux syndicats.



Pareil conflit, déjà contenu en germe dans le vote divisé du T.U.C. sur les mesures Wilson provoquerait des tensions insoutenables au sein du parti travailliste. Il semble clair que, dans ces conditions, la bourgeoisie aurait intérêt à ramener au pouvoir les tories (alliés ou non aux libéraux) plutôt que de sacrifier l'atout politique majeur que représente pour elle l'existence d'un parti de masse de la classe ouvrière, sous une direction modérée et contrôlable, capable de canaliser l'énergie combative des travailleurs politiquement vers des voies compatibles avec la survie du régime capitaliste. Des élections anticipées conduisant à une majorité bourgeoisie seraient préférables à une coalition à la 1931, dans laquelle seule une frange marginale de députés de la droite travailliste resterait au Parlement, et par suite de laquelle le parti travailliste dans son ensemble serait livré à la gauche travailliste, même s'il était dans l'immédiat fort affaibli sur le plan parlementaire. Une défaite électorale, même avec le risque de devoir engager une bataille contre la gauche avec une position affaiblie au départ, serait préférable pour Wilson et pour la bourgeoisie qu'un abandon pur et simple du parti à Wedgwood Benn.

Quoi qu'il en soit, une confrontation de classe à un niveau plus élevé est en gestation. Un cabinet Wilson obligé de prendre des mesures nouvelles d'attaque contre le niveau de vie des masses, remettrait en question des éléments de base de l'actuel système bipartite en Grande-Bretagne. La question de divers types de coalition, de scissions de droite ou de gauche de la social-démocratie, est posée. Il est donc extrêmement improbable que tout cela reste sans influence sur les luttes spontanées des travailleurs pour la défense de leur pouvoir d'achat.

Les travailleurs qui déclencheront des luttes contre les propositions Wilson comprendront dès le départ au moins quelques-uns des aspects de cet enjeu politique, se rappelant ce

qui avait provoqué la chute du gouvernement travailliste de 1970. En d'autres termes : les luttes syndicales de base de la période à venir posent la question de la continuité du gouvernement travailliste sous sa forme actuelle.

Dans ces conditions, les travailleurs suivront avec une grande attention l'orientation et l'action politiques des dirigeants de la gauche travailliste, ou leur refus de présenter parallèle orientation de rechange. La confrontation à préparer contre Healy-Wilson ne peut pas se limiter à des revendications syndicalistes, mais doit inclure une ligne politique capable d'offrir une réponse à toutes les questions posées par la crise économique, sociale et politique du capitalisme britannique, à la mesure de l'agression que la classe ouvrière est en train de subir. Le pas immédiat à faire est celui d'assurer la centralisation politique et organisationnelle de la résistance à cette agression,

La question du programme de rechange

Wilson est parfaitement capable de poser la question de la survie du gouvernement travailliste comme dépendant du succès ou de l'échec des mesures Wilson. En vérité, le gouvernement ne pourra pas survivre dans sa forme actuelle si ces mesures sont défaites de manière rapide et décisive. De ce point de vue, l'attitude de la gauche travailliste est suicidaire. En ne déclenchant pas immédiatement la lutte contre Wilson, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du parti travailliste, elle refuse d'offrir une direction aux travailleurs qui entrent en lutte et crée ainsi la possibilité qu'elle-même, son parti et toute la classe ouvrière subissent une défaite majeure.

Pour des millions de travailleurs, la question de la survie du gouvernement travailliste n'est pas purement académique. Dans l'absence d'une politique de rechange claire et précise, la démagogie de Wilson aura un impact dans une partie des masses laborieuses. Aucun secteur important de la classe ouvrière ne voudra prendre la responsabilité de renverser le gouvernement pour ramener au pouvoir les tories prêts à légiférer contre les syndicats ; mais la logique de leur lutte pourrait conduire à un tel résultat.

De même, la politique de rechange par rapport à celle de Wilson-Healy ne peut être abstraite. Vu la profondeur de la crise actuelle, elle sera peu crédible si elle n'attaque pas le mal à la racine, c'est-à-dire la base même du régime capitaliste. Mais le programme des sociaux-démocrates de gauche est totalement inadéquat, abstraction faite de l'absence de vigueur avec laquelle ils se battent pour sa réalisation. Il combine des conceptions économiques utopiques avec des formules politiquement dangereuses.

GRANDE-BRETAGNE

Des projets d'accroissements massifs des investissements publics, grâce à la nationalisation des banques et des compagnies d'assurances, n'atteindront guère le résultat espéré si l'ensemble de l'industrie n'est pas nationalisée et si le pouvoir politique de la bourgeoisie n'est pas brisé car ils seraient accompagnés par une grève et un sabotage systématique des investissements et de la production dans le secteur privé, comme le confirme l'exemple du Portugal après celui du Chili et de tant d'autres. Des contrôles sur les exportations de capitaux, et des mesures de restriction des importations conduiraient simplement à la pénurie, au marché noir et à l'inflation accentuée, en l'absence du monopole du commerce extérieur et de l'expropriation de la bourgeoisie. Mais, sans présenter un programme de rechange attrayant et convaincant, la gauche travailliste est désarmée devant Wilson, qui a l'avantage d'une position cohérente : sauver le capitalisme britannique dans le cadre de la logique du système capitaliste.

Pas pour la première fois dans l'histoire, il faut préciser : l'énorme force et cohésion de la classe ouvrière britannique sur le plan de l'organisation syndicale -plus de 10 millions de syndiqués dans un pays de 50 millions d'habitants- ne suffit pas en elle-même pour gagner une épreuve de force décisive contre un ennemi hautement qualifié du point de vue de la manœuvre politique. Pour utiliser cette énorme force de manière efficace, il faut la concentrer et l'orienter sur un objectif principal. Le mot-d'ordre central de l'International Marxist Group, section britannique de la IVème Internationale, pour faire face à l'attaque que subit actuellement la classe ouvrière, est le suivant : la gauche doit s'unir et s'organiser pour écraser la politique pro-capitaliste de Wilson. Il faut assurer l'unité d'action de tous ceux, à l'intérieur et à l'extérieur du Parti travailliste, qui sont prêts à agir pour infliger une défaite aux mesures de Wilson et de ses alliés au sein du gouvernement. Au sein du parti travailliste, il faut exiger l'élimination de Wilson, Healy et Cie de tous leurs postes de commandement. D'autres revendications s'articulent logiquement autour de celle-là, dans l'ensemble des organisations et de la classe ouvrière :

- Contre toute politique des revenus, qu'elle soit légale ou volontaire, dans le cadre du régime capitaliste. Solidarité avec tous les travailleurs qui s'opposent au plafond imposé aux augmentations des salaires. Terminez les discussions entre syndicats et patrons sur une politique des revenus.

- Echelle mobile des salaires et des allocations sociales. Augmentations automatiques des dépenses publiques à caractère social, pour compenser la hausse des prix et conserver la valeur du salaire social.

- Ouverture des livres de comptes patronaux. Contrôle ouvrier sur la production et répartition de la production entre tous les travailleurs sans réduction des salaires, afin de supprimer les licenciements et le chômage.

- Nationalisation des banques et de tout le système de crédit, en vue de faciliter le contrôle de l'industrie et de détruire la spéculation sur les devises. Suppression du budget militaire et confiscation de tous les revenus supérieurs à 10.000 £ pour libérer les ressources nécessaires aux investissements.

- Un programme massif de travaux publics afin de résorber le chômage et l'inflation. Nationalisation sans indemnités ni rachat de toutes les firmes licenciant du personnel. Développement d'un plan économique pour étendre la production, fondé sur la reprise de toutes les firmes industrielles et financières importantes.

- Avortement libre sur demande. Distribution gratuite des moyens anticonceptionnels. Garderies publiques et gratuites ouvertes 24 heures sur 24, contrôlées par les collectivités locales.

- Opposition à toute forme de racisme.

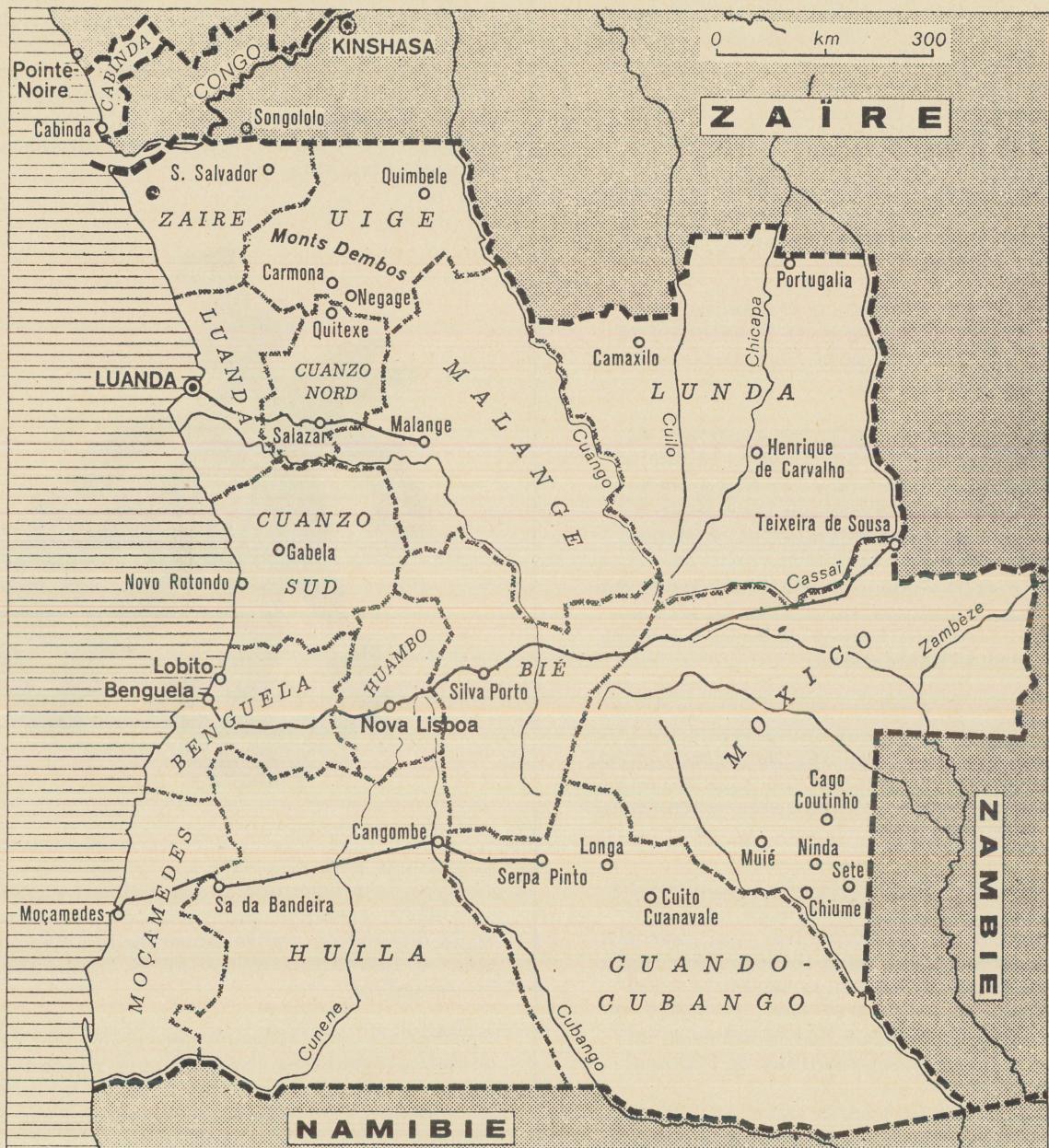
- Retrait immédiat des troupes d'Irlande.

- Solidarité avec la révolution portugaise et avec les luttes ouvrières en Espagne.

L'I. M. G. ajoute à ces revendications des propositions pour une convocation immédiate de congrès extraordinaires du Parti travailliste et des syndicats T.U.C. ; pour l'établissement d'une liaison entre tous les groupes ouvriers de base en vue d'une action commune contre les mesures Wilson, pour la tenue de conférences locales du mouvement ouvrier, qui devraient déboucher sur la constitution de comités locaux pour la coordination de la lutte.

Les mesures Healy-Wilson servent à donner sous une forme ou une autre une réponse à la crise globale du capitalisme britannique. Il faut leur opposer des contre-propositions globales. Ces mesures impliquent une attaque contre le niveau de vie des travailleurs, une première ébauche d'attaque contre l'indépendance politique de la classe ouvrière, une attaque contre toutes les forces au sein de la social-démocratie que la bourgeoisie et ses agents les plus directs au sein du Labour considèrent comme une menace immédiate pour la direction établie. L'enjeu de la bataille est décisif. Le mouvement ouvrier de Grande-Bretagne se trouve à un tournant important de son histoire.

ANGOLA: DANS LE TOURBILLON



DE LA REVOLUTION PERMANENTE

C. GABRIEL

Par sa position stratégique et ses potentialités économiques, l'Angola représente un enjeu important pour l'ensemble de la Révolution africaine.

D'ores et déjà l'économie angolaise tisse de nombreux liens avec les pays de la région : l'aménagement du bassin du Cunene qui implique les intérêts sud-africains et intéresse le Nord de la Namibie ; la production de café liée aux importations du Zaïre ; le chemin de fer de Benguela qui évacue la production minière de Zambie et du Sud-Zaïre... en sont autant d'exemples. L'existence de groupes ethniques écartelés de part et d'autre des frontières (Bakongos au Nord, Ovambos dans le Sud...) renforce encore plus ces liens en impliquant les gouvernements néo-coloniaux de toute la région.

La réaction néo-coloniale a d'ailleurs bien compris l'enjeu angolais pour la stabilité future des régimes congolais, zaïrois, zambien et même tanzanien.

Le régime de Mobutu au Zaïre confirme sa vocation de maillon fort de l'ordre impérialiste, en armant, entraînant et finançant le FNLA, organisation droitière constituée à l'origine sur une base régionaliste bakongo.

La Zambie et le Congo ont multiplié leurs manipulations fractionnelles au sein du MPLA, notamment lors du Congrès de Lusaka d'août 1974 de cette organisation.

D'un autre côté, Cabinda et son pétrole sont convoités par les compagnies pétrolières par l'intermédiaire des bons offices de Brazzaville et Kinshasa, qui abritent les deux fractions d'un présumé Front de Libération de Cabinda (FLEC).

Mais c'est aussi l'ensemble de la diplomatie africaine, par l'intermédiaire de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine), qui pèse sur la situation angolaise dans le sens d'un règlement néo-colonial, le Kenya jouant le rôle d'entremetteuse entre le FNLA, le MPLA et l'UNITA (lors de l'accord de Mombassa et dans les dernières négociations de Nakuru).

Dans le cadre de la modification actuelle de la tactique impérialiste en Afrique Australe, la situation angolaise joue donc un rôle décisif. La diplomatie sud-africaine qui vise momentanément un consensus avec les régimes néo-coloniaux et le FRELIMO au Mozambique, s'inquiète d'une situation angolaise qui pourrait non seulement menacer les intérêts économiques sud-africains dans ce pays, mais plus particulièrement engager une crise politique et sociale dans l'ensemble de la région.

C'est donc l'ensemble des fractions et forces impérialistes et pro-impérialistes qui cherchent à intervenir dans la situation angolaise pour y préserver leur part de profits, jusqu'

au Brésil qui, au nom de sa "lusitanité" joue la carte de l'aide "désintéressée".

Parallèlement, il est du devoir du prolétariat et du mouvement révolutionnaire international de ne pas abandonner sans réplique l'Angola aux appétits impérialistes. D'ores et déjà, à travers les luttes ouvrières qui s'y déroulent et les formes exemplaires d'organisation qui surgissent parmi les masses urbaines, les leçons révolutionnaires à tirer de la mobilisation des masses travailleuses en Angola dépassent largement le strict cadre national, pour intéresser l'ensemble de la Révolution Africaine.



Il est donc indispensable que la jeunesse africaine et le mouvement international anti-impérialiste prennent dès à présent conscience de la dimension continentale de la crise angolaise et des tâches nécessaires de soutien qui en découlent.

Contre la sainte alliance néo-coloniale, il est décisif d'organiser les éléments révolutionnaires du Congo, du Zaïre et de Zambie dans le cadre d'un soutien militant permanent aux masses angolaises en lutte pour leur émancipation.

Mais la situation angolaise est aussi importante pour tous les révolutionnaires européens et nord-américains, dans la mesure où elle implique d'importants investissements des différentes bourgeoisies européennes et des Etats-Unis et où elle pèse sur les rapports de force au Portugal.

La solidarité internationaliste envers les masses angolaises sera donc, à l'avenir, un facteur important de l'évolution des rapports de force dans ce pays.

Et ce, d'autant plus que la politique maoïste d'appui au jeu trouble de Mobutu, dans le cadre des bons rapports sino-zairois, et de soutien au FNLA (des conseillers militaires chinois encadrent les troupes d'agression du FNLA) contribue au renforcement du projet impérialiste d'un axe néo-colonial Kinshasa-Luanda. Tandis que de leur côté, l'Union Soviétique et les "démocraties populaires", se contentent d'une aide au compte-goutte au MPLA, dans le but de ménager leurs relations futures avec Holden Roberto (FNLA).

L'évolution de la situation politique en Angola conditionne donc en grande partie l'avenir des rapports de force en Afrique centrale et dans le sous-continent austral, et notamment l'avenir du nouvel Etat indépendant du Mozambique.

C'est dans le cadre d'une conception qui intègre l'évolution angolaise à l'ensemble du processus révolutionnaire africain, que doit s'inscrire l'élaboration des tâches politiques des marxistes-révolutionnaires angolais.

Du projet de Spínola au gouvernement de transition

La réorientation de la stratégie impérialiste en Afrique Australe opérée dans la dernière période a pour but essentiel de limiter l'impact de la "décolonisation" des territoires portugais d'Afrique et la dynamique des mobilisations populaires qui s'en suivirent, tout en assurant la transition vers une nouvelle intégration économique et politique régionale autour de l'Afrique du sud.

En Angola, sous la houlette de Mobutu et avec la participation du gouvernement portugais est donc tentée la mise en place d'une solution néo-coloniale.

C'est à l'aide du projet néo-colonial de Spínola, qui préconisait un plan de "décolonisation" lent et complexe comprenant un cessez-le-feu immédiat, la formation d'un gouvernement de coalition et un référendum dans le cadre d'une fédération avec le Portugal, que la bourgeoisie portugaise et l'impérialisme comptaient mettre un terme au problème épique de la guerre coloniale, tout en assurant la pérennité de l'exploitation capitaliste en Angola.

Ce processus s'appuyait sur la reconnaissance exclusive des forces nationalistes droitières (FNLA et UNITA) et l'élaboration d'accords d'"indépendance" associant les représentants directs de la bourgeoisie coloniale (FUA, PCDA...) en vue de leur participation au gouvernement de transition.

Les entretiens secrets de l'île de Sal au Cap Vert, entre Spínola et Mobutu qui se présentait au nom de Chipenda (dissident du MPLA), Holden (FNLA) et Savimbi (Unita), participaient clairement de ce projet qui visait à la

marginalisation du MPLA, au moment où une grave crise interne, non sans liaison avec l'approche d'échéances politiques importantes, déchirait cette organisation (dissidence de la Tendance Chipenda qui rejoindra plus tard le FNLA, et du groupe "Révolte Active" des frères Andrade).

Cependant, l'intransigeance relative du MPLA sur le principe de l'indépendance, sa popularité au sein des masses urbaines, et l'évolution politique au Portugal même (avec l'éviction de Spínola) modifièrent le déroulement du processus néo-colonial initial. C'est surtout l'entrée sur la scène politique des masses travailleuses angolaises, au travers de grèves ouvrières et de mobilisations d'ampleur dans les centres urbains, qui força la bourgeoisie portugaise à reconnaître le droit des peuples des colonies à l'indépendance.

Pourtant, après le départ de Spínola, la traîne de son projet néo-colonial sera réaffirmée par son successeur Costa Gomès. Une nouvelle rencontre eut lieu sur ce thème le 10 octobre 1974, entre Fontes Pereira de Melo, Mobutu, Holden et Chipenda, alors qu'en Angola se déchaînait la fureur raciste des colons blancs contre les masses africaines.

Cependant, l'approfondissement de l'influence du MPLA parmi les travailleurs urbains, la radicalisation croissante des luttes et la réaction violente quasi-spontanée des masses populaires des musseques (bidonvilles) aux agressions racistes, imposèrent la reconnaissance du MPLA et signifièrent la fin des prétentions fédéralistes des Spínolistes et un camouflet partiel pour la stratégie impérialiste,

On assistait alors à une accélération du "processus de décolonisation", avec la "réconciliation" spectaculaire des trois mouvements de libération à Mombassa (Kenya), la signature des accords d'Alvor avec le gouvernement portugais et l'installation d'un gouvernement de transition quadripartite chargé d'administrer le pays jusqu'aux élections prévues à la veille de l'indépendance légale de novembre 1975.

Ainsi le projet néo-colonial initial était largement altéré par le développement des luttes révolutionnaires des travailleurs d'Angola et du Portugal. Néanmoins, le cadre dans lequel s'inscrit la reconnaissance du MPLA (en association avec les mouvements nationalistes droitiers FNLA et UNITA) correspond à la volonté impérialiste de "neutraliser" la dynamique révolutionnaire des luttes pour l'indépendance, en intégrant de fait le MPLA au processus néo-colonial au sein du gouvernement de transition.

Muets sur l'avenir des intérêts impérialistes en Angola, les accords d'Alvor sont très explicites quant au "respect" des intérêts de la bourgeoisie coloniale. Ils fixent ainsi le ca-

dre général d'une solution néo-coloniale d'ores et déjà inscrite dans les faits et dont l'instrument privilégié est le gouvernement de transition. L'absence en son sein de la fraction Chipenda du MPLA et des représentants directs de la bourgeoisie coloniale, apparaît donc comme une mesure provisoire destinée à échelonner l'intégration des différents éléments du plan néo-colonial. En effet, depuis lors, Chipenda a rejoint le FNLA et sa participation au gouvernement est envisagée (il était d'ailleurs présent dans la délégation du FNLA à Nakuru).

La tâche centrale attribuée au gouvernement de transition réside dans la préparation du cadre juridico-politique néo-colonial, permettant d'assurer, au moment de l'indépendance, grâce à la "légitimité électorale", une transmission du pouvoir en dehors de toute mobilisation populaire anti-capitaliste d'envergure. Les premières mesures prises par ce gouvernement (interdiction des "rassemblements populaires"; appels à la reprise du travail ; "militarisation" du travail dans les ports) témoignent parfaitement de cette préoccupation. Le gouvernement de transition apparaît aujourd'hui comme une couverture "légale" pour les mesures anti-ouvrières proposées par le FNLA, l'UNITA et le haut commissaire portugais, et cautionnées de fait par le MPLA, de plus en plus coincé entre sa collaboration au sommet avec les forces réactionnaires, et son appui tactique au mouvement de masse.

Dans la dernière période, la multiplication des affrontements compromettait dangereusement le "processus pacifique de décolonisation" et notamment la perspective électorale et rendait nécessaire une "réunion d'amendements" permettant d'assurer l'application réelle des accords d'Alvor. La diplomatie africaine se mobilisa à nouveau pour désamorcer la poudrière angolaise. Le Kenya servit une nouvelle fois d'intermédiaire entre les trois mouvements, le président Kenyatta cherchant ainsi à résorber la crise de son propre régime en apparaissant comme "l'homme providentiel de la réconciliation" aux yeux de l'opinion africaine.

A cette conférence de Nakuru, il fut décidé, outre la constitution des forces armées nationales angolaises, le désarmement de la population civile, la promulgation d'une loi électorale pour le 15 juillet, l'élaboration d'un recensement en vue des élections à l'Assemblée Constituante d'octobre 1975. Le projet de désarmement des masses urbaines recouvre pour le FNLA et l'UNITA la volonté plus large de porter un coup à toutes les structures d'auto-organisation des travailleurs "non prévues" par les accords d'Alvor.

L'attitude du MPLA à Nakuru révèle un peu plus la nature opportuniste de sa direction, prête à se cramponner au pouvoir gouvernemental à n'importe quel prix.

Cependant, si le désarmement des masses urbaines était réellement imposé, il représenterait une modification nouvelle et décisive des rapports de force face à la contre-offensive impérialiste, et un facteur d'approfondissement des contradictions au sein du MPLA. Une telle politique pourrait bien se révéler suicidaire, y compris pour les éléments du MPLA les plus respectueux de l'unité gouvernementale. Car, une fois que de défaite partielle en massacres sélectifs, les masses travailleuses angolaises seraient vaincues, la direction petite-bourgeoise du MPLA, devenue inopérante, pourrait bien être balayée de la scène gouvernementale.

Cependant, la constitution d'un axe néo-colonial Zaïre-Angola sous la houlette de Mobutu et du FNLA, susceptible, plus tard, de monnayer un peu trop sévèrement son rôle de gendarme de la région, peut apparaître, à terme, comme une solution dangereuse pour certains intérêts impérialistes. Les récents échos d'un coup d'Etat au Zaïre pourraient déjà représenter la crainte de certains secteurs impérialistes de voir se constituer un tel bloc. Dans ce cadre, l'UNITA pourrait essayer de tirer son épingle du jeu en apparaissant comme une solution miracle, avec l'appui des éléments les plus droitiers du MPLA. C'est certainement le sens qu'elle a voulu donner à la tournée organisée par ses représentants auprès des gouvernements européens.

La mobilisation des travailleurs

Ces dernières années, le centre de la lutte des masses angolaises s'est déplacé des régions rurales, où étaient auparavant circonscrites la lutte armée et les zones libérées du MPLA, aux centres urbains où va s'affirmer la combativité ouvrière comme en témoigne la grève générale de Luanda de septembre 1973. Alors même que le MPLA connaissait de sérieuses difficultés (divisions internes, difficultés militaires...), apparaissait dans les centres urbains un prolétariat jeune, fortement concentré et assez combatif, produit direct de l'exploitation capitaliste qui, sans liens organiques avec la lutte armée, mais fortement marqué par le prestige du MPLA, entrait sur la scène politique en unissant dans ses luttes, malgré la répression coloniale, les revendications économiques à une conscience anti-colonialiste avancée.

La nouvelle situation créée par le coup d'Etat du 25 avril 1974 au Portugal et la relative libéralisation qui s'en suivit va donner le signal d'une offensive de lutte. La combativité du prolétariat angolais, longtemps contenue par la répression coloniale, va alors exploser dans une multitude de grèves locales qui témoignent parfois de la volonté des travailleurs d'expulser les patrons et cadres fascistes, et d'en finir avec la surexploitation

capitaliste. Cependant, la première victoire significative du prolétariat angolais face aux atermoiements du gouvernement portugais sera constituée par la riposte quasi-spontanée des masses travailleuses aux crimes racistes perpétrés par la réaction coloniale. Le rapport de force entre les masses travailleuses et la classe dominante dans les centres urbains se transformait ainsi brutalement, permettant à des dizaines de milliers de travailleurs de faire l'expérience de mobilisations et de luttes. La période des grèves revendicatives isolées et durement réprimées par la réaction coloniale cédait alors la place à une période de lutte pour les droits démocratiques élémentaires au sein des entreprises.

A travers ces mobilisations, le prolétariat angolais se familiarisait progressivement avec des formes d'organisations et de luttes tout-à-fait nouvelles pour lui. Des expériences avancées d'auto-organisation des travailleurs, à travers la constitution de comités de base dans les quartiers et les entreprises, témoignent de la radicalisation de ce mouvement.

Ainsi, en pleine période d'investiture du gouvernement de transition, se tenait à Luanda, à l'initiative de la coordination des comités de quartier de la capitale, une "semaine nationale d'action pour le Pouvoir Populaire" qui proposait à toutes "les organisations étudiantes progressistes, aux commissions de travailleurs et à leurs associations" de débattre en assemblées générales dans les usines et les quartiers du mot d'ordre "consolidons le pouvoir populaire".

On assiste aussi à une multiplication des grèves dans la dernière période et à une chute conjoncturelle de la productivité de secteurs économiques importants. Face à cette situation, le gouvernement de transition a prévu par décret la "militarisation" de toute entreprise (publique ou privée) "en cas d'urgence", pour ne pas laisser tomber dans le chaos et l'anarchie" le processus de production et l'économie en général. Appliquée aux activités portuaires de Luanda et Lobito, cette mesure reçut une riposte d'ampleur de la part des travailleurs du port de Luanda. Ils dénoncèrent ce décret, à travers leur comité syndical, refusant "d'être traités comme objets ou instruments de richesse dans un processus d'exploitation qui se maintient inaltéré", tandis qu'une manifestation de plusieurs milliers de travailleurs eut lieu dans la capitale. Ceci témoigne des premiers assauts des masses travailleuses contre l'instrument même du processus néo-colonial issu des accords d'Alvor, le gouvernement de coalition.

A travers ces expériences de luttes, ces grèves et ces mobilisations, et sous l'impulsion du MPLA, dans le cadre de son appui tactique à la mobilisation populaire, un mouvement

syndical se structure qui sera à l'avenir une donnée importante de l'évolution des rapports de force. Ainsi le 22 Mai 1975, à Luanda, des centaines de milliers de travailleurs ont, à l'appel de l'Union Nationale des Travailleurs Angolais (UNTA), manifesté leur solidarité au MPLA, dénoncé l'offensive réactionnaire du FNLA, le soutien que lui apporte le Zaïre dans cette entreprise et la passivité complice des autorités portugaises. Ils ont aussi demandé la destitution du haut commissaire portugais en Angola, le général Silva Cardoso.

Ainsi, à travers l'ébauche d'une situation de double pouvoir est posée la question centrale de la prise du pouvoir par les travailleurs comme débouché aux luttes actuelles. L'initiative coordinatrice des comités de base pour le Pouvoir Populaire prise à Luanda est un premier pas dans ce sens. Mais la simple référence au pouvoir populaire, au contenu de classe relativement imprécis, n'est pas suffisante pour tracer la voie de la prise du pouvoir par les masses travailleuses.

La multiplication des grèves revendicatives, qui mettent directement en danger les profits de la bourgeoisie coloniale et qui affirment la volonté des travailleurs d'en finir avec l'exploitation capitaliste pour obtenir une réelle indépendance, nécessite de manière urgente des perspectives anti-capitalistes unifiantes, capables d'offrir une alternative globale indispensable pour éviter l'effilochement de la combativité ouvrière sous les coups de la réaction.

C'est une des tâches essentielles de l'avant-garde révolutionnaire angolaise d'avancer un programme d'action anti-capitaliste concentrant les revendications économiques unifiantes à partir des luttes actuelles, les revendications pour imposer les droits démocratiques au sein des entreprises, demandant l'expulsion des patrons fascistes et la nationalisation sous contrôle des travailleurs de leur entreprise, dénonçant la mainmise impérialiste sur l'économie angolaise et appelant à nationaliser les trusts étrangers, développant les structures syndicales démocratiques dans l'entreprise et les organes de base dans les quartiers, appelant enfin au développement des milices populaires d'auto-défense contre les agressions réactionnaires, dénonçant le jeu de la bourgeoisie zaïroise et de l'impérialisme pour imposer une solution néo-coloniale en Angola, liant enfin la lutte pour l'indépendance à celle pour la transformation sociale et la révolution socialiste.

Contre l'offensive réactionnaire auto-défense ouvrière!

Les récentes provocations des bandes armées du FNLA expriment la volonté de renverser les rapports de force à l'approche de l'échéance électorale de l'indépendance face à la

radicalisation croissante des luttes des travailleurs angolais. Après une vive campagne de dénonciation des structures de pouvoir populaire, des grèves et des formes d'organisation autonome des travailleurs, c'est dans une véritable offensive militaire contre les militants du MPLA et les éléments radicalisés des mobilisations ouvrières que s'est lancé le FNLA à partir du mois de mars 1975. Ces opérations meurtrières (plusieurs milliers de morts parmi la population civile) se caractérisent par une volonté marquée d'intimidation des masses populaires (mitraillage de manifestations, assassinats dans les bidonvilles pro-MPLA...).

D'abord localisés dans la capitale, ces affrontements se sont ensuite généralisés à l'ensemble des centres urbains du pays. Ils se combinent aussi à une vague d'occupation, en collaboration avec les planteurs coloniaux des régions du nord frontalières avec le Zaïre, par le FNLA (les militants du MPLA y sont systématiquement pourchassés), tandis que la fraction Chipenda dans l'est et l'UNITA dans le centre-sud tentent d'occuper le terrain face au MPLA hégémonique dans les centres urbains.

Ces affrontements, qui compromettaient la tenue d'élections avant l'indépendance, ont, dans un premier temps, bénéficié de la passivité complice des autorités portugaises. Cependant, la réaction militaire du MPLA et la mobilisation armée de certains comités de quartiers pour assurer la défense des quartiers populaires contre les agressions militaires des forces du FNLA, ont mis en échec cette offensive. Loin d'être un coup d'arrêt à la mobilisation populaire, ces agressions, en démontrant ouvertement la nature contre-révolutionnaire du FNLA et en entraînant le développement de formes élémentaires d'auto-défense armée dans certains quartiers populaires, devenaient un danger pour la bonne marche du "processus de décolonisation". Aussi les autorités portugaises et notamment le haut-commissaire Silva Cardoso sortirent-elles de leur mutisme pour dénoncer la participation de milices civiles au côté du MPLA dans les affrontements. Un nouvel accord, dont l'enjeu serait l'existence même de ces formes avancées d'auto-organisation des masses, était alors nécessaire. C'est ce qui s'est discuté à Nakuru au Kenya.

Le FNLA est donc bien aujourd'hui le pion le plus sûr de la stratégie impérialiste en Angola. Ses liens avec l'impérialisme sont évidents, à travers l'aide qu'il reçoit de Mobutu au Zaïre (bastion des investissements capitalistes en Afrique centrale) et les relations qu'il entretient avec le CAAT (Centre Afro-américain de la CISL -Confédération Internationale des Syndicats "Libres"-). Foncièrement régionaliste (formé à partir de l'éthnie bakongo du Nord) et droitier, ce mouvement

a recruté dans l'émigration angolaise au Zaïre une véritable armée des frontières qui occupe aujourd'hui le Nord de l'Angola.

Le FNLA, qui s'est affirmé comme l'élément moteur de la répression, apparaît de plus en plus comme l'axe central du potentiel militaire réactionnaire. Renforcé par l'intégration récente de la fraction Chipenda (dissidente du MPLA), le FNLA est l'instrument essentiel d'une stratégie qui procède par coups de bouloir successifs contre les mobilisations populaires dans le but d'infliger des défaites significatives aux masses travailleuses avant l'accession à l'indépendance. Or, loin d'entamer jusqu'ici de façon significative la combativité des travailleurs, les agressions répétées du FNLA ont permis le renforcement de la mobilisation et de la vigilance des masses ouvrières.

Cependant, combinée à une absence de perspectives centrales alternatives, la répression anti-ouvrière menée par le FNLA contre les éléments radicalisés du MPLA et du mouvement de masse peut, à terme, entraîner un phénomène de démoralisation et de repli localiste, dans une situation de tension qui se prolonge. D'autant plus que la répression prend un tour plus sélectif. Après l'assassinat à Cabinda, dans une embuscade, du commissaire politique à l'Etat-Major général du MPLA, le commandant "Jika", c'est le dirigeant des Jeunesses du MPLA, M. Pereira Dos Vandunen, qui est abattu au volant de sa voiture, alors même que le MPLA dénonce la présence à Luanda d'un "escadron de la mort" brésilien, composé d'individus ayant "travillé au Chili pour la CIA".

Quant à l'UNITA de Jonas Savimbi, qui a longtemps collaboré avec les troupes portugaises contre le MPLA, c'est un mouvement constitué sur une base régionale (centre-sud, autour de Nova Lisboa). Malgré le soutien dont elle a bénéficié de la part de la Chine jusqu'en 1970, son caractère régionaliste l'a très tôt intégrée au projet impérialiste. Après le 25 avril 1974, l'UNITA bénéficiera du soutien de certains colons blancs de la région centre-sud de l'Angola et Savimbi tissera de fructueux contacts avec le FUA (Front Uni Angolais) de l'ingénieur Fernando Falcão. Sa collaboration passée avec l'armée coloniale portugaise et sa relative reconnaissance par une fraction non négligeable du colonat blanc, l'imposèrent comme partie prenante des négociations d'Alvor, en tant que représentant indirect des intérêts de la bourgeoisie coloniale.

Après son intégration au gouvernement de transition, et pour tenter d'obtenir un minimum d'implantation dans les centres urbains, l'UNITA mettra "en veilleuse" ses contacts gênants avec les colons blancs et affirmera sa position de médiateuse entre le FNLA et le MPLA lors des récents affrontements. Par

cette attitude, l'UNITA espérait capitaliser son influence à partir du discrédit du FNLA dans les masses travailleuses urbaines et à l'aide d'appels "à la paix et à l'unité". Cependant, loin d'être une "troisième force" autonome, l'UNITA, par les liens qu'elle a tissés avec la bourgeoisie coloniale et l'appui qu'elle semble recevoir de la fraction impérialiste européenne, apparaît comme complémentaire du FNLA, et éventuelle solution de réserve pour l'impérialisme.

Aujourd'hui, le départ massif des petits colons blancs vers la métropole coloniale supprime à l'UNITA une partie importante de sa base sociale. Aussi ce mouvement tente-t-il une recomposition de sa base sociale, en essayant d'élargir son influence à partir d'une propagande régionaliste. Utilisant le sentiment d'insécurité que font régner à Luanda les exactions du FNLA, l'UNITA favorise des manifestations de travailleurs du centre et du sud de l'Angola dans la capitale, pour obtenir leur rapatriement vers les régions d'origine. La "position rigide dans le sens de ne pas permettre l'exode" des travailleurs de la capitale, adoptée par le gouvernement angolais peut paradoxalement servir à renforcer l'impact de la propagande régionaliste développée par l'UNITA, et permettre à terme l'accroissement de son influence parmi les couches les plus arriérées des masses angolaises.

Les réponses ambiguës du MPLA

Face à l'existence en Angola de forces sociales et politiques particulièrement attachées au maintien de la domination impérialiste à travers la stabilisation d'un régime néo-colonial, les réponses du MPLA, qui s'accroche à la participation au gouvernement et aux accords signés avec les forces réactionnaires du FNLA et de l'UNITA, sont insuffisantes pour tracer la voie à une véritable indépendance. En ne préparant pas les masses travailleuses à l'affrontement inévitable avec la réaction, et en semant des illusions sur la possibilité d'un "processus démocratique de décolonisation" dans un tel contexte, elles tracent déjà en pointillé la trajectoire du reflux de la mobilisation ouvrière sous les coups des attaques contre-révolutionnaires.

L'acceptation du "compromis" d'Alvor se situe ainsi dans la lignée des décisions opportunistes assumées bureaucratiquement par la direction du MPLA, sous les pressions néo-coloniales. L'exemple le plus grossier en est le congrès du MPLA à Lusaka (août 74), où à l'approche d'échéances politiques importantes (les négociations avec le Portugal), les manipulations de la diplomatie africaine se firent au grand jour pour constituer l'Etat-Major du MPLA. Les pressions néo-coloniales, couplées aux illusions gradualistes du mouvement, interdisent aujourd'hui le



dépassement, par le MPLA dans son ensemble, de la politique d'appui tactique au mouvement de masse, dans le cadre d'un projet réformiste à dimension étroitement nationale.

Dès après le 25 avril, alors que sa participation aux négociations n'était pas encore acquise, le MPLA a lancé depuis Brazzaville le mot-d'ordre de constitution de comités d'action du mouvement dans les centres urbains d'Angola. Cet appel, en rencontrant l'irruption spontanée des masses travailleuses urbaines sur la scène politique, permit la multiplication des structures de base du mouvement ainsi que l'adhésion massive de tout un courant de travailleurs radicalisés qui allaient par la suite former l'essentiel des cadres moyens du MPLA dans les centres urbains.

Cependant, devant la radicalisation de ces mobilisations, le MPLA adoptera une attitude ambiguë. A partir d'une conception d'instrumentalisation du mouvement de masse en vue d'améliorer les rapports de force au sommet, le MPLA soutiendra les mobilisations populaires pour imposer sa participation au gouvernement. Ensuite, s'en remettant au strict cadre des "accords conclus", le MPLA offrira comme seul débouché aux luttes des travailleurs, la perspective électorale fixée par les accords d'Alvor. Ainsi, se voulant "réaliste" pour barrer la route aux colons ultra, le MPLA préconise l'alliance avec les secteurs "démocratiques", qu'il met en pratique en collaborant avec le Mouvement Démocratique Angolais. D'un côté, il appelle à une collaboration plus étroite au sein du gouvernement au nom de "l'unité nationale"; de l'autre, il défend, lors des meetings populaires et dans les quartiers le thème du "pouvoir populaire". Or, la simple référence tactique au "pouvoir populaire" n'est pas suffisante pour ouvrir la voie à la prise du pouvoir par les masses travailleuses, d'autant plus qu'elle reflète des conceptions multi-classistes. Ainsi, pour Neto (président du MPLA) le "pouvoir populaire" est celui de "toutes les couches sociales de la société".

tandis qu'il fixe à l'indépendance la tâche centrale de faire "participer au pouvoir politique l'ensemble des couches sociales de la société". Ces illusions frontistes sont au centre même des limites politiques du MPLA.

Mouvement hétérogène constitué à partir de la petite-bourgeoisie urbaine, le MPLA héritera des illusions frontistes et gradualistes propres au nationalisme petit-bourgeois, renforcées de plus par les conceptions stalinien-nnes du noyau communiste angolais. Pourtant, à partir d'une approche empirique de la nature spécifique du colonialisme portugais, l'orientation vers la lutte armée et la mobilisation de la paysannerie, constitueront une réelle rupture avec le nationalisme réformiste. Ainsi le MPLA, mouvement nationaliste révolutionnaire, se situe aux confins du nationalisme gradualiste petit-bourgeois et d'une approche révolutionnaire empirique à dynamique socialiste. Cependant, cette évolution s'est faite sans une profonde clarification politique, notamment par rapport aux illusions frontistes.

Le MPLA s'est donc trouvé être un mouvement à vocation multiclassiste, impuissant à concrétiser un front inter-classiste plus large dans le cadre de la formation sociale angolaise des années 60. En effet, la petite bourgeoisie affairiste des villes avait partie liée avec les fractions "démocratiques" du colonat, tandis que le prolétariat restait faible en nombre. La formation sociale angolaise des années 60 a donc été une base favorable au développement d'illusions multiclassistes au sein du MPLA et ce d'autant plus que son influence se stabilisera essentiellement dans des zones rurales à faible différenciation sociale.

Or, sous l'effet de l'évolution de la domination coloniale et du pillage impérialiste, la structure sociale angolaise dans les centres urbains s'est largement différenciée depuis cette époque. L'ouverture aux capitaux impérialistes à partir des années 60 engendre le développement d'un prolétariat jeune et très fortement concentré, quoique peu qualifié et sans tradition de lutte. Plus tard, avec le développement d'une industrie de transformation liée au marché colonial, c'est un véritable prolétariat industriel qui apparaît autour des années 70. En 1973, la production manufacturière occupait environ 130.000 salariés, principalement concentrés dans les zones industrielles de Luanda et de Lobito. Ainsi, la capitale angolaise regroupe la moitié de la main-d'œuvre qualifiée employée dans l'industrie manufacturière. D'autre part, les retombées économiques de la présence coloniale, comme les velléités néo-coloniales portugaises, favoriseront le développement d'une petite-bourgeoisie autochtone (commercante et administrative). Aujourd'hui, les limites politiques du MPLA ne lui permettent pas d'apprécier l'importance fondamentale

de l'apparition d'une force sociale prolétarienne au cœur de l'appareil industriel impérialiste, et rendent compte de son impuissance à avancer des réponses politiques en termes de classes et à dépasser ses positions multiclassistes originelles.

Cependant, alors que la volonté affirmée par le MPLA de "mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme" et d'instaurer un "pouvoir démocratique et populaire" n'était pas une preuve de radicalisation extrêmement profonde lorsque cette perspective était avancée au cœur des zones libérées, essentiellement rurales et à faible différenciation sociale, une telle référence a bien d'autres implications lorsqu'elle est affirmée aujourd'hui dans les centres urbains. D'emblée, pour les masses travailleuses, la référence au pouvoir populaire et à la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme a, dans les centres urbains, un contenu de classe tout-à-fait précis : celui du pouvoir des travailleurs et des paysans pauvres, et de la fin de l'exploitation capitaliste.

Prisonnier de conceptions gradualistes, le MPLA est, dans son ensemble, incapable d'offrir aux masses travailleuses une perspective anti-capitaliste centrale, pouvant déboucher sur un pouvoir ouvrier et paysan. Or, la dynamique anti-capitaliste des luttes ouvrières réclame de manière urgente une telle perspective. Face à cela, le MPLA se trouve écartelé entre sa liaison au sommet avec les forces réactionnaires et la participation à la base à la mobilisation des travailleurs. D'autant plus que se dessinent les premiers assauts des masses contre les mesures anti-ouvrières du gouvernement de transition.

Ainsi, malgré la radicalisation des luttes ouvrières, le MPLA s'en tient à la perspective électorale "prévue" par les accords d'Alvor et réaffirmée à Nakuru. Or, dans le contexte actuel de l'Angola, on peut avoir les plus grands doutes sur la possible réalisation "démocratique" de ces élections. Le Nord du pays, par exemple, est "occupé" par les troupes du FNLA, qui y pourchassent les militants du MPLA, tandis que, dans le Sud, c'est l'UNITA qui remplit cette fonction. De plus, l'exemple du Portugal est là pour le prouver, face à des masses travailleuses dans l'ensemble peu politisées, encore soumises dans certaines régions aux pressions tribalistes exacerbées par le FNLA et l'UNITA, il ne faut pas sous-estimer les possibilités de manipulations réactionnaires du jeu électoral dans le but d'éviter que se reflète la réalité des rapports de force sur le terrain.

Cependant, il est certain que la campagne électorale pour une majorité MPLA à l'Assemblée Constituante, sera pour les travailleurs urbains un enjeu important et l'objet de

mobilisations d'ampleur. Ce pourrait être l'occasion pour les travailleurs d'avancer un véritable cahier de revendications, reprenant l'ensemble des revendications soulevées dans les luttes actuelles, les centralisant dans une perspective clairement anti-capitaliste et en imposer l'application à l'Assemblée constituante issue des élections.

Toutefois, c'est dans les luttes ouvrières, à travers leur centralisation et leur unification dès aujourd'hui que se situe la véritable alternative révolutionnaire à la collaboration de classe avec les forces réactionnaires. D'autant plus que se manifeste un inquiétant processus unifiant entre l'UNITA et les éléments les plus droitiers du MPLA, autour de la dénonciation des "grèves qui mettent en danger l'économie nationale" et de l'appel à la collaboration avec les "formations politiques non présentes à Alvor", jetant ainsi les bases d'un élargissement à droite du gouvernement de transition.

Ainsi ce sont donc l'hétérogénéité et les limites politiques du MPLA, ses déviations bureaucratiques, son intégration au jeu diplomatique africain qui, de l'acceptation du compromis d'Alvor aux récents accords de Nakuru, en passant par la collaboration avec le FNLNA et l'UNITA au sein du gouvernement, l'intègrent de fait au processus néo-colonial.

Pour une alternative révolutionnaire

Cependant, la mobilisation sur laquelle le MPLA s'appuie tactiquement, engendre une dynamique de lutte qui entre en opposition avec la politique opportuniste de sa direction envers la petite-bourgeoisie et la fraction "libérale" de la bourgeoisie coloniale, accentuant ainsi les contradictions internes du mouvement. La pratique bureaucratique de la direction et les limites qu'elle fixe à la mobilisation des travailleurs sont des facteurs qui permettent, à contrario, la radicalisation des militants de base en contact direct avec la mobilisation populaire. La participation à l'appareil d'Etat accentue d'autre part les pressions néo-coloniales sur le MPLA, tandis que s'accroît l'autonomie politique de sa direction par rapport à la base militante. Les récentes agressions du FNLNA ont eu un double effet sur le MPLA. D'une part, elles ont favorisé l'élosion de milices populaires armées et provoqué la radicalisation d'éléments du MPLA au contact de ces mobilisations ; d'autre part, elles ont rendu plus crédible aux yeux des éléments droitiers du MPLA, la nécessité d'un compromis avec l'UNITA. Ainsi, les jeunesse du MPLA ont dénoncé dans un communiqué l'union avec "les forces réactionnaires qui, sous le masque d'un faux nationalisme, ne font rien d'autre que de semer l'horreur au sein du Peuple Angolais, en le massacrant sans discrimination", alors même que la direction du MPLA décidait à Nakuru (Kenya) le désarmement

des civils lors de la "conférence de la paix" avec le FNLNA et l'UNITA.

Aujourd'hui, le MPLA est l'objet d'une double recomposition interne : d'une part, le renforcement du courant Neto, l'élimination des deux autres tendances issues du dernier congrès et le développement d'une tendance droitière de plus en plus affirmée ; d'autre part, l'amorce d'une radicalisation de sa base et d'un éparpillement au sein de comités locaux traversés par de nombreux courants politiques. Les dernières décisions du Comité Central du MPLA (février 75) illustrent clairement cette évolution. Alors même qu'une réorganisation du mouvement est envisagée pour que le MPLA "suive plus conséquemment une ligne de masse" et que s'opère "une étroite liaison entre la base et le sommet", est réaffirmée par ailleurs la volonté du MPLA "de collaborer étroitement" au gouvernement.

Le renforcement du courant Neto, du fait de son prestige "historique" au sein des masses angolaises, et du soutien des réformistes locaux, s'est concrétisé par l'intégration au sein du MPLA des membres du Mouvement Démocratique Angolais (organisation aux conceptions "libérales", composée d'avocats, membres des professions libérales, assez proches du Parti communiste portugais). Ainsi, ce courant est hégémonique au sein des organes dirigeants du MPLA.

De plus, les deux tendances issues du congrès de Lusaka sont aujourd'hui éliminées.

Les pourparlers engagés entre la direction Neto et les représentants de la tendance "Révolte Active", Mario et Pinto de Andrade et Gentil Viana, semblent s'orienter vers une réintégration individuelle de ces éléments. Coupés de la mobilisation des travailleurs, ces éléments semblent aujourd'hui sans avenir. D'ailleurs, bon nombre d'entre eux ont soit "décroché" purement et simplement, soit ont déjà rejoint, individuellement, le MPLA.

Le cas de la tendance "Révolte de l'Est" de Chipenda est différent et a été réglé de façon beaucoup plus énergique. Le MPLA a lancé une opération militaire contre les représentations de cette fraction qui apparaissait de plus en plus ouvertement comme l'élément d'un projet réactionnaire de guerre civile. Mais cette "opération militaire" entreprise sans faire appel à la mobilisation des travailleurs est inscrite par le MPLA dans le cadre du respect des accords d'Alvor, "bases politiques et constitutionnelles... de la décolonisation de notre pays". Et aujourd'hui, c'est au sein du FNLNA que Chipenda peut participer aux négociations d'Etat-Major et s'intégrer à la stratégie impérialiste, "couvert" par les accords d'Alvor. Or, cette politique de tractations au sommet ne peut que renforcer l'agressivité des forces réactionnaires

et la cohésion des courants droitiers au sein du MPLA.

Une telle tendance apparaît aujourd'hui au sein des organes dirigeants du MPLA. Foncièrement anticomuniste, elle prône une alliance privilégiée avec l'UNITA contre le FNLA. Sans aucune base militante, elle est notamment représentée par Lucio Lara au Comité Central. Sans grande autonomie politique cette tendance a pour fonction essentielle de permettre à Neto d'assurer un rôle de balance entre ces éléments droitiers et la gauche du MPLA, et de pousser ainsi celle-ci à toutes sortes de compromis au nom de l'unité du mouvement. L'absence de débat et de vie démocratique de l'organisation, tout comme ses limites politiques, se traduisent aujourd'hui par une extrême hétérogénéité et l'omnipotence d'une direction politique représentant un courant nationaliste réformiste.

Aussi, c'est surtout à la base du MPLA, au sein des comités locaux, que se regroupent les éléments les plus radicalisés des travailleurs urbains, partie intégrante de l'avant-garde ouvrière issue des luttes des masses travailleuses urbaines après le 25 avril 1974, qui apparaît aujourd'hui par la place qu'elle occupe dans le processus d'exploitation capitaliste, comme le fer de lance de tout le processus révolutionnaire.



Agostinho Neto (MPLA), Holden Roberto (FNLA), Jonas Savimbi (UNITA).

Cependant, l'ensemble de ces groupes se situe encore dans le cadre du nationalisme radical enrobé de formulations maoïstes gradualistes, et se limitent à un alignement suiviste sur la direction du MPLA, assorti d'un gauchissement du "programme maximum" par une propagande pour la "démocratie populaire". Ces groupes maoïstes sont aussi quelque peu gênés par leur référence internationale, étant donné la politique actuelle de la Chine par rapport à la crise angolaise. Face à l'affirmation du nécessaire dépassement du MPLA dans la perspective d'une lutte résolue pour la révolution socialiste, ces courants, faisant abstraction des tâches de centralisation des luttes ouvrières dans la perspective d'une prise de pouvoir révolutionnaire, se cramponnent à une conception quasi "morale" de l'unité du MPLA, niant ainsi sa profonde hétérogénéité.

Face à l'émergence, au travers des récentes mobilisations, d'une avant-garde ouvrière dans les centres urbains, qui se retrouve au sein des organes de base du MPLA (comité d'action), de l'UNTA et des commissions syndicales, les réponses politiques de ces groupes sont insuffisantes. Car à travers ces luttes dispersées, c'est la question du maintien de l'exploitation capitaliste qui est posée. Les travailleurs angolais refusent de faire les frais d'un "processus d'exploitation qui se maintient inaltéré". Pour eux, la seule véritable indépendance sera celle qui permettra leur émancipation totale et mettra fin à la domination capitaliste. C'est face à cette nécessaire transcroissance de la lutte pour l'indépendance en lutte pour l'émancipation sociale des travailleurs, en lutte pour la révolution socialiste, que doivent se déterminer les militants révolutionnaires angolais.

La nécessité d'un tel dépassement n'est pas le fruit d'une imagination intellectuelle, mais bien au contraire la question centrale posée par des dizaines de milliers de travailleurs en lutte dans les usines, les entreprises et les ports en Angola. Ainsi, contrairement à ce que veut laisser croire la direction réformiste du MPLA, l'heure est bien à la lutte des classes en Angola. Une lutte dont l'enjeu est décisif pour l'avenir des luttes révolutionnaires de toute la région.

Or déjà, au sein du MPLA, apparaissent des éléments conscients de cet enjeu, qui se définissent autour d'une position "lutte de classe" et se battent pour qu'apparaisse une alternative anti-capitaliste centrale. Ces militants révolutionnaires se fixent comme tâche de faire apparaître dans toutes ses dimensions l'enjeu des luttes actuelles du prolétariat angolais, en développant une propagande pour l'auto-organisation et l'auto-défense, popularisant les grèves ouvrières exemplaires et leur assurant une solidarité militante, dénonçant les partis réactionnaires et leur collusion avec les mouvements nationalistes droitiers, appelant à la constitution de syndicats de classe du prolétariat, seule force sociale capable de mener réellement à bien les tâches de libération nationale à travers leur dépassement dans la lutte pour le pouvoir des ouvriers et paysans, à travers l'"union révolutionnaire" du prolétariat et de la paysannerie pauvre angolaise, inscrivant enfin leur lutte dans le combat des masses opprimées de tout le continent africain pour leur émancipation totale, pour la révolution socialiste.

A côté des réponses ambiguës du MPLA, c'est la seule réponse stratégique capable d'éviter l'effilochement de la combativité ouvrière face aux coups de la réaction, et d'opposer à toute solution néo-coloniale, la voie du pouvoir des travailleurs en Angola.

QUELQUES CONSEQUENCES DE LA MONTEE REVOLUTIONNAIRE DES MASSES SUR LES PARTIS COMMUNISTES ET LES PARTIS SOCIALISTES D'EUROPE OCCIDENTALE

PIERRE FRANK

Le mouvement ouvrier européen est le plus ancien et le plus structuré dans le monde. Les partis communistes de l'Europe orientale constituent depuis leur accession au pouvoir après la fin de la deuxième guerre mondiale des cas particuliers. En Europe occidentale, partis socialistes et partis communistes ont pour eux l'écrasante majorité de la classe ouvrière. A l'exception du Parti communiste de la République fédérale allemande, la structure politique que le mouvement ouvrier avait acquise après l'échec de la vague révolutionnaire de 1917-1923 avait connu quelques changements limités au lendemain de la deuxième guerre mais s'était quasiment stabilisé depuis lors. Il y avait d'une part les pays où les partis socialistes étaient largement hégémoniques et où les partis communistes n'avaient qu'une force minime en tant que parti (même si nombre de leurs militants disposaient à titre personnel d'une influence syndicale), et d'autre part les pays où les Partis communistes étaient hégémoniques face à des partis socialistes plus ou moins fortement implantés dans la classe ouvrière. Avec Mai 68 on avait vu réapparaître une extrême-gauche révolutionnaire. Depuis lors, un premier changement est survenu dans cette structure : en France, sous la direction de Mitterand, le Parti socialiste pratiquant une politique de front unique avec le PCF a reconquis des positions électorales au

point de dépasser sur ce plan le Parti communiste.

Dans cette structure datant largement de plusieurs décennies, on assiste à présent à des tensions croissantes, qu'il s'agisse des partis socialistes comme des partis communistes, qui sont le point de départ de phénomènes plus profonds et plus amples.

Divergences entre partis socialistes

On a vu se tenir récemment, les mêmes jours (24 et 25 mai), deux réunions internationales distinctes de partis socialistes d'Europe occidentale, on pourrait presque dire deux réunions de tendances". A Latché, dans le sud de la France, se sont réunis dans la propriété de Mitterand les représentants des partis socialistes de France, de Belgique, d'Espagne, d'Italie, de Grèce et du Portugal. A Vienne se réunissaient les leaders des partis socialistes d'Autriche (Bruno Kreisky), du Suède (Olof Palme) et d'Allemagne (Willy Brandt).

La réunion de Latché avait un caractère "informel" et n'a pas publié de communiqué sur ses travaux. Mais on sait qu'il y a été question des rapports avec les partis communistes, de l'OTAN et qu'il a été décidé d'apporter un soutien à Soarès qui n'avait d'ailleurs

pas assisté à la première journée parce que l'affaire du Republica l'avait retenu à Lisbonne. Les partis socialistes présents à Latché ont, sauf le Parti belge, affaire à des partis communistes forts dont ils ne peuvent pas ne pas tenir compte dans leur orientation politique et ils ont aussi à faire face à une montée des masses plus puissante que les partis correspondants des autres pays. Plus encore, certains de ces partis ont une perspective à court terme de se trouver, comme Soarès au Portugal, dans des gouvernements comportant des représentants des partis communistes. Ni Mitterrand ni Soarès ni aucun autre des présents n'a d'affection particulière pour les partis communistes : s'ils le pouvaient, ils agiraient à la manière d'Helmut Schmidt à l'égard du DKP. Mais ils ne le peuvent pas. Aussi, Mitterrand et ses commensaux ont étudié en commun les problèmes que leur posait une collaboration inévitable avec les partis communistes.

Par contre les partis socialistes représentés à Vienne n'ont apparemment rien ou peu à craindre de leurs partis communistes respectifs, et les masses chez eux ne sont pas aussi radicalisées. Mais la collaboration des autres partis socialistes avec des partis communistes ne peut les laisser indifférents. Leurs propres gouvernements ne sont pas tellement stables et chaque élection leur cause des soucis. Les partis bourgeois ne manquent pas d'agiter l'épouvantail de la collaboration de ces partis socialistes avec les communistes. En outre, l'impérialisme américain, soutenu par les gouvernements de partis bourgeois en Europe, exerce certainement sur eux des pressions pour tenter de provoquer la rupture entre Mitterrand, Soarès, etc. et les partis communistes respectifs. A la conférence de Vienne, on a examiné "les perspectives et la question de principe du socialisme démocratique" et on s'est prononcé "contre toute collaboration entre partis sociaux-démocrates et communistes" (Le Monde, 27-28 mai). Quelques jours plus tard, Olof Palme a démenti ce dernier point, mais on ne peut oublier que lui aussi ne peut totalement ignorer le Parti communiste suédois.

Sur cette situation entre partis socialistes, le président du Parti socialiste belge, André Cools, s'est expliqué en ces termes :

"Nous avons... ici en Belgique la conviction d'être bien placés pour éviter un distance-ment excessif entre les diverses conceptions du socialisme européen... Notre situation géographique et l'éventail politique que nous connaissons en Belgique, nous rendent compréhensifs à l'égard de tous nos amis de la famille socialiste européenne." (Le Soir, 25 juin 1975).

On remarquera que le plus important des partis socialistes depuis des dizaines d'an-

nées -- le Labour Party britannique -- n'était présent à aucune de ces deux réunions. C'est qu'il avait ses problèmes intérieurs propres qui soulèvent de grandes difficultés. Les réunions se tenaient quelques jours avant le référendum grâce auquel Wilson a rendu un très grand service au capitalisme britannique par le maintien de la Grande-Bretagne dans la C. E. E. Mais il n'a pu le faire qu'en provoquant de graves tensions dans le Labour Party. En dépit des capacités manœuvrières de Wilson et de la couardise des leaders de la gauche du Labour, les tensions dans ce parti s'aggraveront. Les non au référendum provenaient essentiellement des travailleurs qui y voyaient un moyen d'exprimer leur mécontentement. Et celui-ci ne manquera pas de croître et de s'exprimer dans le Labour avec les mesures que le gouvernement remanié de Wilson prendra face à une situation économique désastreuse.

Divergences entre partis communistes

Les partis communistes européens sont récemment parvenus à s'entendre pour produire un texte commun sur... la paysannerie, un problème qui, dans l'état actuel d'urbanisation et d'industrialisation de l'Europe occidentale, a pris une importance relative, sans comparaison aucune avec ce qu'il était voici trente ou quarante ans. Mais, dès qu'il s'agit de politique générale et de certains problèmes brûlants, non seulement un accord est plus difficile à réaliser mais des divergences se manifestent publiquement.

Depuis plusieurs mois une conférence générale de tous les partis communistes européens (Europe occidentale, Europe orientale, Union soviétique) est en préparation. Selon les règles actuelles des partis communistes, il y a lieu d'aboutir à un texte commun avant cette conférence. Or, cette préparation dure depuis plus d'un an et, selon les informations en provenance des partis, des difficultés très grandes sont apparues. La tâche est passée à des commissions et des sous-commissions. Un texte préparé par le S. E. D. a été rejeté, aussitôt présenté, par les Italiens, les Espagnols, les Yougoslaves et les Roumains. Une commission de type "paritaire" aurait été désignée en mai dernier. Les divergences auraient leur origine dans le refus de certains partis de s'aligner sur la politique du Kremlin en matière de préparation d'une conférence mondiale, d'une condamnation du Parti communiste chinois, etc.

Mais, si ces controverses se poursuivent dans une certaine pénombre, le feu a été mis aux poudres au sujet de la politique suivie par le Parti portugais. Déjà l'interdiction du Parti démocrate chrétien portugais n'a pas été approuvée par le Parti communiste italien. Elle survenait quand celui-ci tenait son congrès où il adoptait la ligne du "compromis historique", ce qui le gênait à l'égard de la

démocratie chrétienne italienne. L'affaire du Republica donna des proportions considérables aux divisions entre partis communistes. Les Polonais et les Hongrois faisaient le silence ou observaient la plus stricte neutralité sur ce qui se passait au Portugal. Les Yougoslaves et les Roumains rapportaient les propos de Soarès et étaient plus discrets sur ceux de Cunhal. Moscou était favorable à Cunhal mais modérément jusqu'au jour où les journalistes de Republica publièrent un faux attribué à Ponomarev. Mais en Europe occidentale la chose prenait des dimensions considérables. Les partis communistes italien et espagnol désavouaient la politique du Parti portugais. La direction du Parti français défendait le Parti portugais et même allait au-delà de celui-ci. Cunhal ne manqua pas de déclarer devant des journalistes que le Parti communiste espagnol "ferait bien d'adhérer à la II^e Internationale" ! Marchais, parlant d'une campagne anticomuniste à laquelle s'associaient les socialistes, reprochait au Parti communiste italien d'"ingérences intérieures" dans les affaires du Parti portugais, à quoi Berlinguer pouvait aisément répondre que l'intervention de Marchais était, elle aussi, une ingérence intérieure à l'égard de son parti.

Sur la question du Portugal, les divergences ne peuvent être attribuées à l'acceptation ou au refus d'un alignement sur Moscou. Selon des informations sérieuses, les dirigeants du Parti socialiste de France, dont Mitterand, qui ont eu récemment des entretiens avec une délégation du P.C.U.S. dirigée par Brejnev, estiment que le Kremlin ne désire pas que le Parti communiste portugais cherche à éliminer le parti de Soarès ou à rompre avec lui. Cela irait à l'encontre de la politique de "détente". En fait, la querelle sur la question du Republica a été la plus vive entre les partis communistes d'Europe occidentale ; c'est que ceux-ci sont affectés par cette question directement dans leur politique quotidienne, dans leur orientation fondamentale.

Il est facile de voir ce qui différencie les partis communistes les plus impliqués dans cette querelle. Les uns (Italie et Espagne) ne sont pas ou ne pensent pas être en minorité par rapport à leur parti socialiste respectif. Cela est évident en Italie, notamment après les récentes élections où le Parti communiste a près de trois fois plus de voix que le Parti socialiste. Il semble qu'il en soit de même pour l'Espagne ; toutefois, il restera à vérifier les choses lorsque la dictature de Franco tombera, que les partis deviendront légaux et que les larges masses entreront en action sur la scène politique. Les autres partis communistes (France, Portugal), s'ils ont l'avantage sur le plan des militants par rapport aux partis socialistes, se trouvent à présent électoralement en minorité par rapport aux partis socialistes. C'est là une situation nouvelle pour le Parti français, c'est peut-être

quelque chose d'inattendu pour le parti portugais qui avait eu de grands espoirs après la chute de la dictature, étant donné son implantation supérieure et son passé par rapport au parti de Soarès.

Il n'est pas possible de penser qu'il y a une ligne commune venant de Moscou et adaptée plus ou moins bien dans chaque pays. Dans la politique de chaque parti communiste de masse, entrent désormais en considération davantage les nécessités créées par la montée des masses -- sans que pour cela on puisse imaginer que cette poussée pourra transformer ces partis en partis révolutionnaires. Il faut donc examiner les particularités de chaque parti et de chaque direction. Cunhal n'avait jamais, jusque voici à peine plus d'un an, été à la tête d'un mouvement de masse. Il avait une longue expérience de direction bureaucratique d'une petite organisation clandestine. Il n'a pas encore autant de "vernissage" démocratique que le Parti français, acquis pendant plus de 30 ou 35 ans de parlementarisme bourgeois. L'embarras de Cunhal se traduit par moments par une brutalité qui est d'autant plus remarquée qu'elle se manifeste au lendemain d'une victoire électorale des socialistes.

Le Parti communiste français avait passé une période de lune de miel avec le Parti socialiste qui avait trouvé son point culminant pendant la campagne présidentielle de mai 1974. Il s'est fâché en septembre-octobre de la même année quand il a vu que l'Union de la gauche profitait au Parti socialiste plus qu'à lui, et qu'en servant de "force d'appui" à ce parti, il reculait sur le plan électoral et même se trouvait attaqué dans le domaine des entreprises. Il s'est alors lancé dans une polémique contre le Parti socialiste, invoquant des griefs anciens et d'autres, réels ou imaginaires. Comme nous l'avions laissé prévoir, il a pu de ce fait ressouder une bonne partie de ceux de ses membres qui ont conservé une vieille dent contre les socialistes, mais sa polémique n'a pas été comprise des très larges masses, comme le montrent presque toutes les élections partielles.

Tout en menant plus ou moins vivement leurs polémiques contre les partis socialistes, les dirigeants des partis communistes de France et du Portugal ont compris qu'ils devaient donner aussi des réponses plus politiques et, notamment, qu'ils devaient donner des gages ou une apparence de gages sur le point où ils sont particulièrement vulnérables, c'est-à-dire en matière de démocratie, une question où ils traînent avec eux leur stalinisme. C'est ainsi qu'à un récent Comité Central (fin mai 1975), Marchais a fait adopter une "déclaration des libertés" dans laquelle il promet en fait de ne pas employer les mesures prises par le Kremlin à l'égard des opposants, et il a exposé une position nouvelle sur le stalinisme. C'est, pensons-nous, la

première fois qu'il emploie ce terme, certes avec des guillemets, mais il l'emploie abondamment. La nouvelle ligne consiste à dire que Staline a eu raison politiquement jusqu'en 1935, aussi après, mais qu'il a alors abusé de son autorité, etc. C'est nouveau pour le PCF ; mais ce qui est plus important, c'est que le Comité Central a décidé de diffuser ce texte de Marchais à dix millions d'exemplaires. Le chiffre est probablement exagéré mais il sera certainement très élevé, ce qui atteste que c'est là une question qui n'intéresse pas les masses pour des raisons historiques mais pour des raisons politiques très concrètes. Ajoutons à ce propos que le PCF aura beau faire, il ne pourra se débarrasser de son passé stalinien. D'ailleurs, à ce même Comité Central, il a introduit au Bureau Politique, pour remplacer J. Duclos, Kanapa, un stalinien de l'espèce la plus pure, si l'on peut employer ce qualificatif en l'occurrence.

Quant à Cunhal, il a essayé, du moins verbalement, de donner une réponse aux questions soulevées par la montée des masses. Voici ce qu'on peut lire dans l'éditorial de Avante, l'organe du Parti communiste portugais, du 28 mai :

"Cette attitude (du PS), soutenue bien que faiblement par le PPD, met en relief l'existence de deux dynamiques qui se contredisent : l'une électoraliste, vise à la mise en place d'une démocratie parlementaire bourgeoise, de type social-démocrate ; l'autre, prenant assise sur le processus révolutionnaire résidant dans l'alliance Peuple-MFA, vise à la révolution démocratique en route vers le socialisme. L'électoralisme est inconciliable avec le processus révolutionnaire et finirait même par le détruire à court terme. Le pacte entre les partis de la coalition et le MFA est très précis quant à l'insertion du processus électoral dans le processus révolutionnaire..."

"La réalisation des tâches prioritaires de la révolution démocratique implique la mobilisation des meilleures énergies de notre peuple, son union la plus étroite avec le MFA, et dans ce processus l'action des partis véritablement intéressés à la conquête du socialisme est irremplaçable. Le mouvement populaire dépasse les partis, créant ses propres organes qui vont exprimer l'originalité de notre processus révolutionnaire, lequel tend par ses formes à ce que l'alliance du peuple avec les Forces Armées, plus précisément du mouvement populaire avec le MFA, assume un caractère largement unitaire et opérationnel. Le "contrôle" ouvrier dans les entreprises étatiques nationalisées, la création des coopératives agricoles et des organismes paysans pour la réforme agraire, le renforcement et la dynamisation du mouvement syndical, la multiplication des commissions de travailleurs, des commissions de locataires, des assemblées populaires et d'autres formes variées d'organes populaires que le

processus dans sa dynamique exige pour assurer son propre développement, tout ceci forme le champ d'action dans lequel les fils du peuple en uniforme ou sans uniforme construiront le Portugal démocratique et socialiste de demain".

L'orientation générale du Parti portugais--la révolution démocratique en route vers le socialisme, l'alliance avec le MFA--est extrêmement périlleuse pour la révolution portugaise. Mais ce qui est dit dans ce texte sur les organes populaires, si elles n'étaient pas des déclarations verbales sans lendemain --ce que nous craignons--mais si elles donnaient lieu même à un début de mise en application, pourrait fournir aux révolutionnaires portugais un maillon non négligeable pour entraîner la marche en avant de la révolution dans leur pays.

Tensions et divergences entre différents partis socialistes, entre différents partis communistes, au sein de ces partis, dans les relations entre ces partis, ont une source initiale commune, à savoir la montée des masses qui n'a pas encore atteint ses plus hauts sommets. Au moment où la dictature de Franco agonise, tout indique l'approche en Europe de grandes luttes, comme le prévoient les "thèses sur la construction des partis révolutionnaires en Europe occidentale" adoptées par le 10^e Congrès Mondial de la Quatrième Internationale (mars 1974). Ces thèses insistaient également sur la recomposition du mouvement ouvrier qui s'opérait sous la pression des masses en mouvement. Les phénomènes que nous avons notés dans cet article ne constituent qu'une partie initiale de cette recomposition qui ne pourra à la longue se faire dans le cadre des vieux partis traditionnels. L'apparition de tendances orientées vers la gauche dans les partis socialistes, la gêne croissante des partis communistes à propos de leur passé et de leurs rapports avec Moscou, la concurrence avivée entre partis socialistes et communistes même quand ils collaborent politiquement, tout cela n'est qu'un début. Nous nous garderons de tirer dès maintenant des conclusions plus précises, car les développements de la lutte de classes dans chaque pays auront des effets inégaux et dans des directions variables. Mais les sections européennes de la Quatrième Internationale se doivent de suivre de très près les variations même les plus petites qui se produisent dans les partis ouvriers traditionnels. Elles leur permettront entre autres de mieux comprendre les développements de la classe ouvrière dont elles sont, dans une certaine mesure, des reflets défigurés. Elles leur permettront de mieux ajuster leur politique, pour intervenir avec plus de force dans la lutte de classes pour y faire progresser la démocratie ouvrière, la création d'organes de type soviétique, la construction de partis marxistes révolutionnaires.

Le 2 juillet 1975